1174

Sir George Henry Scott Douglas Bt.

The
Robert E. Gross
Collection
A Memorial to the Founder
of the
Lockheed Aircraft
Corporation

Business Administration Library
University of California
Los Angeles

TABLEAU

SPECULATIF

DE

L'EUROPE,

Par M. DUMOURIEZ.

FEVRIER 1798.

Eruit, edificat, mutat quadrata rotundis.
HOR.

Imit. { De nos projets, le fort se rit et les confond,
Il démolit, bâtit, d'un carré fait un rond.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

L'Hiſtoire de pluſieurs ſiècles réunis ne préſente pas un exemple d'événements auſſi extraordinaires et auſſi importans pour l'humanité que ceux qui donnent lieu à ce tableau ſpéculatif. Le ſort des nations a été décidé, en 1797, *par un ſeul homme, et en un clin d'oeil.*

Les hommes extraordinaires ſont lancés au travers des ſiècles comme des Comètes. L'Aſtronomie ni la politique ne peuvent calculer l'influence des uns ni des autres. On prend leur marche excentrique pour des aberrations, jeſqu'à ce que les grands effets de ces phénomènes prouvent que leur apparitioneſt arrangée d'avance par la Providence, dont les décrets ſont auſſi abſolus qu'incompréhenſibles.

Avant que le traité préliminaire de Léoben fût ſigné, Buonaparte pouvait, malgré ſon génie héroïque, être enfermé et affamé dans les montagnes de

la Styrie, coupé d'avec l'Italie, et forcé d'en recommencer la conquête, s'il parvenait à y rentrer, en passant sur le corps des Autrichiens et des Vénitiens réunis. Le courage et les talents de ce Général extraordinaire n'auraient pas suffi pour le tirer de cette terrible crise si l'heureux destin de la France n'avait pas suscité dans le Cabinet de Vienne une terreur salutaire qui a forcé l'Empereur à faire une paix précipitée, lorsqu'un retard de quinze jours aurait indubitablement changé la face de ses affaires.

La retraite du courageux Archiduc Charles dans une position inforçable sur le Danube, d'où il protégeait efficacement la ville de Vienne, les dispositions défensives de cette capitale, habilement arrangées par le Général Mack, mettaient en sûreté cette ville importante contre les attaques de Buonaparte.

Ce Général menacé par ses deux flancs, par le corps d'armée du Tyrol sur sa gauche, par l'armée d'Insurrection de la Hongrie sur sa droite, se trouvait sans vivres, sans argent, à près de quatre-vingts lieues de l'Italie, dont la communication lui était coupée par le prise de Trieste et par le soulèvement général de la République de Venise, dont elle a été punie par les Autrichiens.

L'Armée vénitienne s'était emparée de Vérone dont les châteaux seuls étaient occupés par un petit corps de troupes Françaises qui allait être forcé de se rendre au Général Laudhon. Celui-ci s'était déjà rendu du Tyrol dans cette ville, où il avait joint les Vénitiens, lorsqu'il reçut l'ordre, aussi funeste qu'imprévu, de cesser toute hostilité, et de se retirer dans le Tyrol.

A la vérité, les Généraux Autrichiens avaient si mal défendu le passage de la Lahn et du haut-Rhin contre les Français, qu'on pouvait présumer que ceux-ci avanceraient aussi rapidement que l'année précédente, et que bientôt ils reporteraient la guerre dans le haut-Palatinat et dans la Bavière.

Mais en ce cas même les positions que les Généraux Werneck et la Tour auraient prises dans leur retraite, en concentrant la guerre, auraient donné plus d'ensemble et de forces réunies à l'Archiduc Charles pour soutenir cette attaque, d'autant plus dangereuse pour les Français, qu'ils se seraient trop éloignés de leurs frontières, et auraient laissé, comme l'année précédente, quatre places fortes entr'eux et les secours, ou les points de retraite, en cas de mauvais succès.

La retraite des Autrichiens des bords du Rhin jusqu'au Danube pouvait se faire lentement, et en

chicannant le terrein, et quelque promptitude que les Français miſſent dans leur marche, depuis le Rhin juſqu'en Bavière et aux frontières de la Bohême, il leur fallait plus d'un mois pour arriver à portée de concerter leurs opérations avec Buonaparte. Ce Général ne pouvait pas attendre auſſi long-tems, ſans être forcé de prendre le parti, ou de ſe retirer en Italie pour étouffer l'inſurrection des Vénitiens, ou d'attaquer en déſeſpéré Vienne et l'Archiduc.

L'Archiduc pouvait refuſer le haſard d'une bataille, s'il ne voulait pas expoſer le ſort de la Maiſon d'Autriche au choc d'un déſeſpéré. Quant à Vienne, cette place défendue par une armée de plus de trente mille hommes et par l'habile Général Mack, ſoutenue par le voiſinage de l'armée de l'Archiduc Charles, ne pouvait pas être enlevée ſubitement par Buonaparte, ſans artillerie de ſiège, ſans vivres, ſans argent, avec une armée haraſſée et affaiblie, cernée de tous les côtés, et dont les communications étaient totalement coupées avec l'Italie, d'où il devait tirer ſes vivres et ſes munitions.

1°. *S'il attaquait cette capitale de vive force, c'était un coup de déſeſpoir qui devait entraîner, ſelon toutes les probabilités, ſa ruine totale. S'il avait même réuſſi à y entrer, il aurait certainement*

fait beaucoup de mal, mais il y aurait été bientôt accablé par l'armée fraîche de l'Archiduc Charles.

2°. *Il ne pouvait patenter de faire sa retraite par la Bavière pour se réunir au Général Moreau, parce qu'il en était séparé par les montagnes de l'Archevêché de Saltzbourg, occupées en force par les Impériaux, que l'Archiduc pouvait renforcer encore, ainsi que la Division qui défendait le Tyrol.*

3°. *S'il voulait faire sa retraite sur l'Italie, il pouvait être prévenu par le Général Laudhon et les Vénitiens à Ponteba et aux autres défilés de la Carinthie, tourné sur sa droite par l'armée hongroise, et alors poursuivi très-chaudement par l'armée chargée de la défense de Vienne. Sa retraite même lui eût fait perdre la confiance des peuples de l'Italie, encore mal assurés en révolution, et peut-être toutes les troupes Françaises eussent-elles été massacrées par ces mêmes peuples, qu'il avait rendu libres et qu'il avait armés*

Il fallait cependant qu'il prît un de ces trois partis avant huit jours, ne pouvant pas rester plus long-tems dans la même position, dont il n'avait qu'un moyen de se tirer : moyen qu'il saisit avec une habileté qui lui fait autant d'honneur, au moins que les brillans exploits militaires qui l'avaient en-

gagé dans une ſituation auſſi critique. C'était de profiter de la conſternation de la cour de Vienne, de lui préſenter l'appât irréſiſtible d'un grand intérêt, et de négocier aſſez avantageuſement pour elle, pour l'engager ſubitement à la paix.

Jamais armée Françaiſe n'a été plus près des Fourches Caudines ; *jamais Général ne s'en eſt dégagé avec plus d'adreſſe. Les avantages que Buonaparte a accordés à l'Empereur dans la négociation de Léoben ont été proportionnés à la grandeur de ſon danger, et en ſont la preuve ; ils ont été couverts du voile du myſtére. Les circonſtances qui ont ſuivi ce traité préliminaire, les ont rendu depuis encore plus conſidérables des deux côtés.*

Ne cherchons point dans ces tranſactions les principes de morale et de juſtice univerſelle, ſi pompeuſement étalés dans les baſes de la Conſtitution du peuple républicain Français et dans les proclamations emphátiques des Cours. La probité des Rois et des peuples n'eſt point celle des particuliers : leur politique n'a jamais changé, et ne changera jamais.

L'antique, faible et malheureuſe république de Veniſe a été la victime de la vengeance, juſte ou

non, des Français et de l'intérêt de la Cour de Vienne. Son arrêt de mort a été prononcé à Campo Formio. La Dalmatie, plusieurs provinces de Terre-ferme, Venise même, sont devenues une avantageuse indemnité pour le Milanès, les Pays-bas et l'Autriche antérieure.

La cession de cette dernière province au Duc de Modène laisse même l'éventualité certain de sa réintégration, à titre d'héritage, à la Maison d'Autriche, à moins que la France, attentive à éloigner d'elle un aussi grand voisin, n'ait arrangé quelque article secret, pour que cette province ne rentre plus dans ses mains.

L'héritage du Duc de Modène revient à la Princesse de Conti. Tous les biens de la Maison de Bourbon sont confisqués et appartiennent à la République Française : donc la succession de Modène revient à la République Française. Cette jurisprudence est digne du siècle où nous vivons ; ou plutôt elle a existé de tout tems, car c'est ainsi que la République de Venise avait acquis jadis le royaume de Chipre.

Tout est mystère dans une négociation, où les Puissances contractantes se sont réciproquement indemnisées aux dépens d'autrui. L'Empire a ou-

vert le Congrès de Raſtadt, ſans ſçavoir ce qui a été arrangé pour ou contre lui. Les différents Etats compoſant le Corps-Germanique, ſe confiant aux proclamations réitérées du Chef de l'Empire, ont envoyé à ce Congrès leurs Députés avec des pleins pouvoirs fondés ſur la conſervation de l'intégrité de l'Empire.

Mais bientôt les Français ont levé une partie du voile qui couvrait le myſtére de leurs négociations. L'évacuation de Mayence par les Impériaux, préciſément au moment où les Français ſe trouvaient à portée de s'en ſaiſir, ſans donner le tems à l'Empire, ou au Souverain particulier d'y jeter une garniſon et de l'artillerie, pour conſerver cette clef de l'Allemagne, au moins juſqu'à ce que la paix qui ſe traite à Raſtadt eût décidé du ſort de cette ville, a prouvé clairement que cette ceſſion était aſſurée d'avance par l'Empereur.

Toute la partie de l'Empire à la gauche du Rhin paraît auſſi faire certainement partie de cette ceſſion, puiſque les Français, ſans attendre le réſultat du Congrès de Raſtadt, et ſans éprouver aucune réclamation, ſe preſſent de partager cette belle conquéte en départemens et en municipalités, comme les autres contrées de la grande République.

La retraite des armées de l'Empereur vers ſes

Etats héréditaires a encore découvert un autre myſtére des négociations de Campo-Formio. L'Archevêché de Saltzbourg et une partie de la ſucceſſion Bavaroiſe paraiſſent encore être la récompenſe de la ceſſion, non conteſtée et même facilitée, de Mayence et de toute la rive gauche du Rhin, comme la Dalmatie et l'Etat de Veniſe ſont celle de la reconnaiſſance de la République Ciſalpine et forment l'indemnité de l'Autriche antérieure et des Pays-bas Autrichiens.

Cette grande négociation, qui change le ſort, les intérêts, et ſur-tout l'opinion de l'Europe, cache encore d'autres myſtéres, que le réſultat du Congrès de Raſtadt va mettre au jour. Quoiqu'il n'y ait que le Traité de Campo-Formio de connu, quoique l'Empereur ſoit le ſeul négociateur apparent avec la République Françaiſe, il eſt d'autres puiſſances qui doivent, comme lui, être indemniſées et récompenſées.

L'Empire eſt-là comme un méts propre à aſſouvir l'avidité de pluſieurs convives affamés. On va le découper, et en donner un morceau à chacun ſelon ſa taille et ſon appetit. N'anticipons point les détails de ce repas politique. Bientôt on verra de nouveaux partages géographiques, qui changeront l'étendue, la force, les intérêts, les pré-

tenſions, les cauſes d'alliances et d'inimitiés des Souverainetés qui conſtitueront la République Européenne à la fin de ce ſiècle.

Examinons avec rapidité l'influence probable de cette révolution territoriale et ſes conſéquences pour les Souverainetés, qui n'auront pas encore été fauchées par la révolution morale et politique.

Deux événements, qui ſe préſentent à la ſpéculation, aideront à développer encore ſous peu d'autres myſtéres de la politique des conquérants, et de ceux qui, craignant de s'oppoſer à leurs progrès, cherchent à glaner après eux. Le premier eſt l'incorporation de l'Evéché de Bâle à la République Françaiſe, la protection accordée aux révolutionnaires du Pays de Vaud, et le révolutionnement général de la Ligue Helvétique.

Le ſecond eſt la guerre déclarée de fait par la République Ciſalpine au Gouvernement Pontifical, et la ſortie de Rome de l'Ambaſſadeur Buonaparte, à la ſuite de l'émeute populaire et de la mort funeſte du Général Duphot. Ce fait, raconté contradictoirement par les deux partis, ne peut pas être jugé de loin. Mais quelqu'en ſoit la

cauſe, le Directoire Français en a ordonné la vengeance, et en a chargé ſon armée d'Italie.

Il ne néglige pas non plus l'intérêt. Des Commiſſaires ſont ſur le champ partis pour aller prendre à Rome le reſte des monuments précieux de l'Antiquité et ſans doute la riche argenterie de l'Egliſe. L'Armée Françaiſe va battre monnoie dans l'Egliſe S. Pierre, pour aider à combattre les hérétiques Anglais.

On placera, dans ce tableau ſpéculatif les événements, au Chapître de chacun des Pays dont on examinera la ſituation politique, réſultante du changement que la révolution françaiſe a produit en Europe, et des. influences inévitables de cette grande cataſtrophe.

Tous les livres de droit public, tous les traités, toutes les baſes de la politique, et de ce qu'on apellait, très-improprement, la balance de l'Europe, ſont devenus des objets du pure curioſité, qui ne méritent plus d'être étudiés et conſultés, et qu'on peut déſormais enſevelir dans les grandes bibliothèques.

La tranquillité du Nord avait pour baſe le traité d'Oliva de 1660. En 1770, le grand Fré-

déric et la célèbre Cathrine II. ont créé pour la Pologne un ſyſtême de partage, auquel l'Autriche a été forcée d'accéder. Le traité d'Oliva a été annullé par cette politique neuve, facile et tranchante, et la Pologne a été envahie.

La tranquillité du reſte de l'Europe avait pour baſe le traité de Weſtphalie de 1648. *Le traité de Vienne de* 1756, *qui a uni les intérêts de la Maiſon d'Autriche avec celle de Bourbon, a detruit ce fondement de la ſûreté des poſſeſſions de l'Europe, a ſoumis la France à la politique de Vienne, l'a engagée dans des guerres diſpendieuſes, funeſtres, et, de conſéquences en conſéquences, a amené la révolution françaiſe.*

La tranquillité de mers et des colonies des Européens avait pour baſe le traité d'Utrecht de 1713. *La révolte des Américains, l'alliance de Louis XVI avec eux, a créé un nouveau peuple indépendant, a inoculé en France le germe révolutionnaire, a ébranlé la ſûreté du commerce et des Colonies, dont la ruine vient d'être achevée par la philantropie, très-juſte en principe, mais très mal entendue et encore plus mal appliquée par les légiſlateurs français.*

Voilà donc toutes les baſes de la tranquillité, de la ſûreté, de la propriété des nations renverſées.

La grande révolution, commencée en France en 1789, *a perfectionné ce cahos. Si les Puiſſances Etrangères avaient pu reſter ſimples ſpectatrices de ce grand événement, il n'aurait agi que ſur la nation françaiſe ſeule; ſes conſéquences euſſent été très-lentes; ſon influence ſur le reſte de l'Europe eût été preſqu'inſenſible, et n'eût pu être que bienfaiſante, parce qu'elle n'eût été accompagnée, ni de crimes, ni de déſordres, ni de maſſacres, ni d'excès d'opinions.*

Mais le ſyſtéme de partage amené la guerre, et ce ſyſtéme devient le grand moyen de faire la paix, parce que les Français, ayant eu le funeſte bonheur de toujours vaincre, ſont devenus conquérants, et oubliant les principes ſur leſquels ils ont baſé leur conſtitution, ont adopté le ſyſtéme de partage politique, à la mode en Europe depuis 1772.

L'exemple leur en a été donné par les Chefs des nations qui crient le plus contre la politique envahiſſante des nouveaux républicains. Le feu Roi de Pruſſe n'a ceſſé de ſe battre contre les Français, que pour aller completer avec l'Autriche et la Ruſſie le partage de la Pologne, et la nation Sarmate eſt affacée des annales du monde, non pas cependant ſans eſpoir de renaître. Des vengeurs de la liberté Polonaiſe ſe forment dans les armée des trois Puiſſan-

ces co-partageantes et ſur-tout dans celle du célèbre Buonaparte. On peut prévoir cet événement, ſans qu'il ſoit poſſible d'en preſſentir encore l'époque : mais elle n'eſt pas éloignée, ſi le génie révolutionnaire continue à marcher à pas de géant. Juſqu'à ce que cela arrive, il faut, dans ce tableau ſpéculatif, laiſſer à part ce peuple, qui ne peut plus figurer parmi les nations de l'Europe.

Le Tableau ſpéculatif de l'Europe, en 1798, va ſe dérouler dans l'ordre ſuivant.

I. L'Autriche.
II. La Pruſſe.
III. L'Empire d'Allemagne.
IV. La Suiſſe.
V. L'Italie.
VI. La Turquie.
VII. La Ruſſie.
VIII. La Suède.
IX. Le Dannemark.
X. L'Angleterre.
XI. L'Eſpagne.
XII. Le Portugal.
XIII. Les Etats-unis de l'Amérique.
XIV. La Hollande.
XV. La France.

CHAP. I.

L' Autriche.

L'Autriche, avant la révolution françaiſe, était la première puiſſance de l'Europe, tant par la dignité héréditaire du Chef de l'Empire, que par la force de ſes armées, l'étendue et la poſition de ſes états et l'influence de ſa politique. Son alliance avec la France l'aſſurait contre toute guerre, en cas qu'elle ne voulût pas elle-même commencer l'aggreſſion.

Elle pouvait même éviter la guerre malheureuſe dans laquelle elle s'eſt engagée contre la Nation Françaiſe. A la vérité, ſon influence n'aurait pas été auſſi forte ſur un gouvernement mixte que ſur une monarchie illimitée ; ſes connexions n'auraient pas été auſſi intimes de peuple à peuple, qu'avec une Cour alliée. Mais ſi elle perdait l'eſpèce de ſuveraineté qu'elle s'était arrogée ſur un gouvernement faible, elle était ſûre au moins e trouver plus de ſolidité, moins de caprices, moins d'intrigues dans un peuple, que dans les entours d'un Roi, ou dans un changement de règne ou de miniſtère.

L'Autriche a perdu par cette guerre ſon antique héritage des Pays-bas, qui lui donnait des connexions particulières et avantageuſes avec la France, l'Angleterre et la Hollande. Elle a perdu la fertile Lombardie, dont elle n'a jamais tiré un parti auſſi avantageux qu'elle le pouvait, et ſon influence ſur l'Italie, où une branche de ſa Maiſon végète précairement à la tête d'un petit Etat, qui ne peut pas tarder à être abſorbé par la révolution démocratique, dont les progrès en Italie ſont trop rapides pour pouvoir être arrêtés, et qui, avant la fin du ſiècle, doivent unir, ſi non indiviſiblement, au moins fédéralement, tous les peuples de cette contrée en un ſeul corps politique.

Elle a perdu toute communication avec le Rhin par la ceſſion de l'Autriche antérieure au Duc de Modène, à la vérité avec l'eſpoir de rentrer dans cette poſſeſſion à titre d'hérédité, à moins que la politique françaiſe n'ait arrangé d'avance des obſtacles contre cette éventualité.

Enfin, elle va perdre, par le démembrement du Corps-Germanique et par la diſſolution conſéquente de ſon aſſociation politique, l'influence, idéale, mais cependant très-réele, attachée à la dignité de Chef de l'Empire.

Voyons ſes compenſations. Elle a gagné pendant le cours de cette guerre une portion de la Pologne, dont la dimenſion territoriale eſt plus du

double de celle des-Pays bas, et dont la population va au tiers de celle de la Belgique.

Elle a gagné, en indemnité de la Lombardie, tout le territoire de terre-ferme de Veniſe, depuis le lac de Guarda juſqu'à Rovigo, la ſuperbe ville de Veniſe, le Frioul, l'Iſtrie et la Dalmatie vénitienne ; c'eſt-à-dire, deux fois plus de territoire et de population qu'elle n'en poſſédait dans la Lombardie, des ports et des moyens de commerce et de marine qu'elle n'avoit jamais poſſédés.

Il paraît, par la poſition concentrique qu'elle donne à ſes troupes dans leur retraite des bords du Rhin, qu'elle va gagner l'Archevéché de Saltzbourg, et le cours de l'Inn et du Danube, depuis Donawerth, Ingolſtadt, Paſſau, juſqu'à Vienne ; et cet arrondiſſement donne une grande force d'enſemble à ſes Etats héréditaires. La Paix de Raſtadt, ſi elle ſe conclud, nous apprendra ce que deviendront le Duché de Neubourg, le Haut-Palatinat et le reſte de la Bavière.

Il paraît que (hors l'honneur) l'Autriche a beaucoup gagné à cette guerre. Son territoire, ſa population-même ſont conſidérablement augmentés. Sa puiſſance et ſa force ſont plus conſentrées. La poſſeſſion de ſes nouveaux Etats d'Italie couvre la Hongrie et la Croatie, et lui ouvre un débouché extrêmement avantageux pour vivifier par le commerces ces belles provinces, qui languiſſaient faute de moyens d'importation et d'exportation. Elle a

moins d'objets d'ambition, d'agitation politique, de guerres éloignées, de dépenſes ruineuſes. Elle a plus de reſſources pour ſe procurer, par les canaux du commerce et de l'agriculture, le numéraire, dont ſa poſition *méditerranée* lui faiſait reſſentir la pénurie.

Moins attachée à la Dignité Impériale par la diſſolution du corps politique, qui faiſait l'éclat et l'embarras de ce titre auguſte, elle ne peut conſidére à l'avenir le reſte de l'Allemagne que comme un pays intermédiaire entr'elle et la République Françaiſe, avec laquelle n'ayant plus de points de contact, il ſemble qu'elle n'a plus de motifs de conteſtations.

Pourvu qu'elle reſte en paix avec la France, elle paraît n'avoir plus beſoin d'alliés.

Elle a pour ennemis naturels la Turquie, au Sud-Eſt, mais trop faible et trop mal gouvernée pour la gêner ; la Ruſſie, à l'Eſt et au Nord-Eſt, par le voiſinage de ſes états Polonais ; la Pruſſe, au Nord et à l'Oueſt, par ſes même états Polonais, par la Siléſie et même par le haut du Danube, en cas, qu'un jour la maiſon Palatine et celle de Saxe ſe liguent avec la Pruſſe, comme cela doit naturellement arriver, pour ſe faire reſtituer, l'une, ſon héritage, l'autre, ſes biens allodiaux.

Mais ſon plus grand danger eſt du côté de l'Italie. Ses nouveaux états Vénitiens, qui font ſa principale force, qui doivent un jour lui procurer

ſes principales reſſources, peuvent, avant cette heureuſe époque, l'épuiſer, et cauſer ſa ruine. Le peuple Vénitien, pénétré de ſon zéle antique pour ſon gouvernement ariſtocratique, entraîné par ſon indignation contre les violences des Français et contre la véhémence de la démocratie Ciſalpine, doit, dans le premier moment, regarder les Autrichiens comme des libérateurs. Mais ce ſentiment ne peut durer.

Ce peuple ſe ſouviendra toujours que, depuis mille ans, il eſt républicain. Le joug, même le plus doux, lui paraîtra bientôt inſupportable. Les nobles eux-mêmes preſèreront exiſter comme membres d'une nation libre, que comme vaſſaux d'un Souverain Allemand. La morgue de la Cour de Vienne ſera auſſi incorrigible que l'amour de la liberté chez les Vénitiens. Le voiſinage de la République Ciſalpine, foyer perpétuel de conjurations, aſyle aſſuré des mécontens et des perturbateurs, électriſera les plus timides; l'opinion des Rois deſcend, celle des peuples monte. Un jour le peuple Vénitien redeviendra libre.

Telle eſt la marche irréſiſtible de la nature humaine, de l'opinion et ſur-tout de l'eſprit révolutionnaire répandu en Europe, dont la force et la rapidité ſont aſſurées par la grande ſupériorité des peuples libres ſur les gouvernements monarchiques : ſupériorité démontrée par cette étonnante guerre, et par la paix qui en ſera le réſultat.

Le danger pour la Maiſon d'Autriche eſt très-réel. Sa poſſeſſion en Italie eſt précaire, et ſera une ſource des grandes guerres. Ou l'Autriche anéantira la République Ciſalpine, et profitera des révolutions de l'Italie pour en uſurper la plus grande partie ; ou Veniſe ſera réunie, ou indiviſiblement, ou fédéralement à la République Italienne, et alors, c'eſt par la Dalmatie et l'Iſtrie que l'eſprit révolutionnaire s'étendra dans la Croatie et la Hongrie.

Ce ne ſerait pas l'intérêt bien entendu de la France de fomenter l'inſurrection vénitienne contre la Maiſon d'Autriche, après lui avoir livré ce peuple. Il ne ſerait pas non plus de la bonne politique pour les Français de favoriſer l'accroiſſement rapide de la République Ciſalpine et l'acceſſion du reſte de l'Italie à ſa révolution. Mais tout gouvernement démocratique eſt fouguex, imprudent, ſans méthode, entraîné par les circonſtances, pouſſé par les hommes du moment. D'ailleurs, quoique le Directoire Français puiſſe ne pas deſirer l'agrandiſſement de ſes enfans, les Ciſalpins, il voudra encore moins les laiſſer anéantir par l'accroiſſement de la puiſſance Autrichienne.

Les Français joueront néceſſairement le même rôle que les Romains dans les querelles d'Antiochus avec les républiques grecques. Ce ſeront des arbitres trop puiſſans pour ne pas finir par impoſer une loi trés-dure.

D'autres événements, qui ſe préparent ailleurs, s'enchaîneront avec les diſputes de l'Italie ; et Veniſe, un des objets de cette guerre, échappera à la Maiſon d'Autriche, ou l'Empereur conquerra l'Italie. Mais il eſt bien à craindre que la Cour de Vienne ne ſoit punie par où elle a péché.

Les Chapîtres de la Suiſſe et de la Turquie développeront la connexion des circonſtances dangereuſes, qui, un jour, iront aſſiéger la Maiſon d'Autriche juſques dans l'arrondiſſement éloigné où elle ſemble s'être circonſcrite par ſa paix avec la France, pour ſe garantir du contact révolutionnaire.

CHAP. 2.

La Prusse.

La conduite du Directoire Français, au mois de Janvier 1798, perce encore un des myſtêres qui couvrent les arrangements ſecrets et pris d'avance, dont le développement doit être complété pas la Paix de Raſtadt, ſi elle a lieu. On ignore les négociations de la France avec la Pruſſe; mais ce ne peut être qu'avec le conſentement de cette dernière puiſſance que les Français viennent d'incorporer, dans la grande République, le Duché de Clève, et le Comté de Mœurs, ce qui eſt arrivé le 17 Janvier.

Il eſt plus que probable que le Roi de Pruſſe a pareillement été prévenu de la première condition peremtoire que les Plénipotentiaires Français au Congrès de Raſtadt ont délivrée au Plénipotentiaire de l'Empereur, et qu'il a référée aux autres Miniſtres du Corps-Germanique. Cette condition, qui doit ſervir de baſe aux négociations, porte la ceſſion de toute la rive gauche du Rhin à la République Françaiſe. Des démarches ſevères ont précédé et ſuivi cette demande. Les troupes Françaiſes ont enlevé, l'épée à la main, le 26 Janvier, la tête de pont de Manheim, et menacent de s'emparer de cette ville, quoiqu'à la rive droite; comme ils occupent

encore le Fort de Kehl, la Wéteravie et Duſſeldorff. Il n'eſt pas douteux qu'ils prendront de même ſous peu, de vive force, Ehrenbreitſtein, ſi on ne leur cède pas de bon gré.

Non ſeulement le Directoire Français ne cache plus ſes vues de prendre le Rhin pour limite, mais il veut dicter les conditions de cette ceſſion au Corps-Germanique aſſemblé à Raſtadt. Il lui enverra le plan de partage, qui par l'extinction des Souverainetés Eccléſiaſtiques et des Villes Impériales, procurera l'indemnité aux Princes ci-devant poſſeſſionés à la rive gauche du Rhin et qui changera entièrement la face de l'Allemagne.

Ce n'eſt pas ici le lieu d'examiner avec quelle ſévérité la France uſe du droit du plus fort, et combien l'Allemagne eſt deſhonorée par cette loi rigoureuſe. Le Corps-Germanique eſt une aggrégation de peuples grands et petits, dont les intérêts n'ont aucune communauté, et ne forment aucun lien. Il y a en Allemagne des Autrichiens, des Pruſſiens, des Heſſois, des Saxons, des Bavarois etc.; mais il n'y a point de nation Allemande, ainſi il n'y a point d'honneur national.

Voilà les deſavantages d'une nation fédéraliſée. Les Hollandais, les Suiſſes et les Italiens ont préſenté les mêmes inconvéniens, et n'ont pas pu oppoſer de réſiſtance à la maſſe d'une nation de vingt-cinq millions d'hommes, réunis en une ſeule

république, une et indivisible. Il n'y a en Europe que les Français et les Anglais, qui puissent être mus par un patriotisme raisonné.

Revenons à la Prusse. Il est très-probable qu'outre les Etats qu'elle perd à la gauche du Rhin, elle sera obligée de céder encore aux Français Wezel; car ceux-ci ne peuvent pas laisser entre les mains d'un Souverain aussi puissant une place forte, qui, en cas de guerre, couperait la navigation du Rhin, et deviendroit une place-d'armes menaçante contre la Hollande et les Pays-Bas.

Les indemnités de ce Souverain doivent être nécessairement équivalentes à la valeur de ses cessions, à la grandeur de sa complaisance et à sa puissance. La ville de Nuremberg et des arrondissemens pris sur l'Evêché d'Aechstedt, sur l'Ordre Teutonique et sur quelques misérables Villes Impériales, sur lesquels objets la Cour de Berlin a fait, depuis quelques années, quelques tentatives, barrées par la Cour de Vienne, seraient de trop faibles dédommagemens.

La vraie politique de la France, que, d'après son plan de négociations, elle paraît bien concevoir, est d'élaguer de ses limites les deux principales puissances de l'Allemagne, et de les raprocher l'une de l'autre, pour que leur rivalité les arme continuellement l'une contre l'autre, qu'elles s'affaiblissent ainsi mutuellement, et ne puissent plus nuire à la

France, ſoit qu'elle adopte un ſyſtême pacifique, ſoit qu'elle ſuive le ſyſtême de conquête, plus convenable à la pétulance d'un gouvernement démocratique, toujours agité, toujours au deſſous de ſa dépenſe, auquel l'état de guerre devient une exiſtence néceſſaire.

Comme il ne ſe trouve dans le reſte de l'Allemagne aucune autre partie qui puiſſe former l'indemnité du Roi de Pruſſe, il eſt à préſumer qu'elle ſera établie dans le Nord, dans les cercles de Baſſe-Saxe et de Weſtphalie, qui préſentent pluſieurs villes libres, pluſieurs ſouverainetés eccléſiaſtiques, et l'Electorat d'Hanovre, que les Français prétendent très-certainement enlever au Roi d'Angleterre ; ce qui cependant n'eſt pas prudent.

A la vérité, le Nord de l'Allemagne parait garanti de la perte de ſon intégrité par un traité de neutralité, reſpecté juſqu'à préſent et par les déclarations du Roi de Pruſſe. Le ſort de cette partie de l'Allemagne dépend abſolument du caractère moral de ce jeune monarque, qui, dans ce moment critique, eſt ſoumis à une très-forte épreuve.

Quelle que ſoit la déciſion du combat intérieur de la morale du Roi de Pruſſe contre ſa politique, il va inceſſamment, d'après l'incorporation de ſes Etats à la gauche du Rhin dans la République Françaiſe, être forcé de ſe déclarer cathégoriquement pour ou contre l'intégrité de l'Empire ; il va être ou

le ſauveur, ou le deſtructeur de la Conſtitution Germanique. On peut croire que cette Conſtitution vicieuſe n'intéreſſe point les grandes puiſſances qui y ſont liées, n'étant favorable qu'aux petits membres de cette aſſociation.

Mais eſt-il de la bonne politique de la détruire ſur la propoſition magiſtrale, et d'après les plans d'une Nation conquérante, qui ſème autour d'elle la démocratie et la déſorganiſation? Cette aggrégation féodale n'eſt-elle pas l'égide de la Royauté? Ce partage arrangé par la force, ce changement involontaire de Souverains, n'agiteront-ils pas les peuples, cédés, troqués, vendus comme des troupeaux? L'eſprit révolutionnaire, la connoiſſance des Droits de l'homme, le deſir de l'égalité ne produiront-ils pas une commotion dangereuſe au milieu de cette révolution topographique ſur laquelle les peuples ne ſont pas conſultés? Ne voit-on pas déjà cette agitation très-naturelle ſe propager dans les Etats de Baden, de Darmſtadt, dans la Forêt-noire? L'exemple de la révolution ſubite de la Suiſſe n'eſt-il pas fait pour hâter les progrès de cet incendie?

Le Roi de Pruſſe ſe peut-il flatter d'avoir des moyens aſſurés pour empêcher la propagation du même eſprit dans ſes propres Etats? Ne doit-il pas plus craindre l'extention de la Démocratie, que deſirer l'augmentation de territoire?

Ne voit-il pas que la chûte du Corps-Germanique eſt le réſultat d'un combat à mort de la Démocratie contre la Féodalité, et que, celle-ci détruite, il n'y a plus qu'un pas à faire pour l'extinction de la monarchie? Ne peut-il pas prévoir que cette Démocratie triomphante, appuyée par une nation impétueuſe, qui tous les ans conſacre, par l'anniverſaire d'une tache nationale, le terrible ſerment de la haine des Rois, profitera du trouble de cet injuſte partage de l'Allemagne pour anéantir la Royauté, pour établir par tout le Gouvernement repréſentatif et municipal?

Mais ſi le Roi de Pruſſe n'accède pas au premier article, propoſé par les Négociateurs Français à Raſtadt, de céder à la France toute la rive gauche du Rhin que préliminairement elle vient d'incorporer et municipaliſer: article qui entraîne le partage de l'Allemagne et la deſtruction de la Conſtitution Germanique, il ſera obligé d'entrer en guerre avec les Français. Qui en doute? Qui doute que le Roi de Pruſſe ne ſoit en ce moment entre deux grands dangers? Il doit conſulter ſes forces, ſon courage et ſes principes. Le ſort de l'Europe dépend de ſa déciſion.

Nous n'avons pas à raiſonner ſur l'hypothèſe de ſon refus et de la guerre qui en ſerait le réſultat, parce que rien juſqu'à préſent ne parait annoncer cet événement. Suppoſons donc que

forcé de céder aux circonſtances, il conſente au démembrement de l'Allemagne, et à la ceſſion de la rive gauche du Rhin à la République Françaiſe; en ce cas, il ſera amplement dédommagé. Ses états, augmentés d'un tiers de la Pologne, et arrondis du côté de l'Allemagne, ſeront plus concentrés, et auront en apparence plus de force réelle.

Il continuera à être le protecteur du Nord de l'Allemagne, ou moins juſqu'au Wéſer. Il aura de grands intérêts et une grande influence ſur le centre de l'Allemagne par l'arrondiſſement ajouté à ſes états d'Anſpach, (s'il ne les échange pas contre d'autres poſſeſſions pour former l'indemnité de la Maiſon des Deux-Ponts, ou de celle d'Orange). Vraiſemblablement il lui reſtera peu de points de contact avec la République Françaiſe, par conſéquent peu d'objets de conteſtation avec elle.

Ses Enemis naturels ſeront la Ruſſie, pour la Pologne, et ſur-tout l'Autriche. L'inimitié entre la Pruſſe et l'Autriche ſera toujours implacable, de cour à cour, de peuple à peuple. Elle eſt malheureuſement fondée ſur des torts réciproques, ſur d'anciennes guerres, ſur des jalouſies nationales et ſur des défections, quand la politique les a alliées contre un ennemi commun. Les offences ſont graves, les reſſentimens ſont profonds; les Français en ont profité, et en profiteront encore. Ma

Mais le plus terrible ennemi du Roi de Pruſſe, celui qui fera des progrès encore plus rapides par la paix que par la guerre, celui qui ne ſe repoſe jamais, qui agit toujours, c'eſt la Démocratie: ni les tréſors, ni les armées ne peuvent lui ſervir de barrière; il épuiſe les uns, il ſéduit les autres; il environne et pénétre par-tout les Etats Pruſſiens; il aſſiège ſon trône, il en ſape les fondemens, et ce Roi ne peut éviter d'être enſeveli ſous ſes ruines, qu'en ſe retirant ſous une tente, et en changeant ſon rôle de Souverain pour celui de Héros. Lui ſeul peut rendre le courage à la Nation Germanique avilie; lui ſeul peut ramener l'opinion égarée ſur la dignité royale, en montrant un *Homme-Roi.*

S'il prend ce parti ſans perdre de tems, il peut encore ſauver les Suiſſes, la Souabe, la Franconie des agitations démocratiques, qui s'y ſont introduites; il ralliera autour de lui la Ruſſie, les Puiſſances du Nord, toute l'Allemagne, et cette Maiſon d'Autriche elle-même, qui n'a abandonné la cauſe publique que par épuiſement, et après avoir été elle-même abandonnée lâchement. Il ſauvera l'Angleterre; enfin, il ſauvera l'Europe, les loix, la morale publique, la Royauté et lui-même; ſinon, il ſera une des premières victimes de la révolution démocratique, et il aura été l'artiſan de ſon propre malheur.

Le ſalut de la Pruſſe et de ſon Roi réſide dans une guerre générale contre la France, ou dans une paix univerſelle, qui ſtipule les intérêts fixes des quinze puiſſances, préſentées rapidement dans ce tableau ſpéculatif. Cette paix ne peut être amenée que par les aprêts les plus ſérieux d'une guerre générale, ou ſi la menace n'en ſuffit pas, elle en ſera le réſultat. Une fauſſe prudence a déjà donné le tems de révolutionner la Suiſſe, d'où le torrent démocratique va déborder ſur l'Allemagne.

CHAP. III.

L'Empire Germanique.

Rien ne peint mieux ce Corps Politique que les premiers vers de l'Art poëtique d'Horace. Un droit public incohérent, auſſi volumineux que les Fractions de Souveraineté ſont multipliées, appuyait cet édifice gothique, dont l'architecture ne pouvait pas ſoutenir le coup-d'oeil de la raiſon. Son antiquité, le peu d'activité des peuples voiſins, la faibleſſe et l'inertie de ſes différens états, le contre-poids que la Maiſon de Brandebourg avait établi pour empêcher la Maiſon d'Autriche de tout envahir, ou pour partager également avec elle ; la lutte égale de deux ſectes chrétiennes qui diviſent à peu près également l'Allemagne, aſſuraient l'exiſtence de la Conſtitution Germanique, dont les divers Souverains ſe trouvaient rangés ſous les deux bannières de l'Autriche et de la Pruſſe. Des guerres politiques agitaient périodiquement cette contrée pour des intérêts de Cours ou de familles ; car ceux des peuples n'entraient pour rien, ni dans ces guerres, ni dans les traités de paix qui les terminaient.

Il exiſtait ſi peu d'eſprit-public et de patriotiſme dans cet aſſemblage informe, que lorſqu'une puiſſance étrangère était en guerre avec l'Empire, c'était dans l'Empire même qu'elle trouvait les alliés

les plus actifs et les troupes auxiliaires les plus nombreuſes. L'Allemagne eſt une pépinière de ſoldats. Les deux grands Souverains qui ſont à la tête du Corps-Germanique entretiennent des armées diſproportionnées à la population de leurs états et à leur richeſſe numéraire. Les petits Souverains ſe vendent, ou vendent leurs ſujets à ces deux grandes puiſſances, ou aux puiſſances étrangères. Mais lorſqu'il s'agit de réunir la nation la plus belliqueuſe de l'Europe pour la défenſe de ſes foyers et de ſa conſtitution, on eſt sûr de ne pouvoir donner aucun enſemble à ce corps diviſé par des intérêts oppoſés, par des jalouſies et des haines de peuple à peuple.

La Révolution Françaiſe a dévoilé le ſecret de la faibleſſe du Corps-Germanique. Ses membres ſe ſont mal coaliſés, ont mal concerté leurs opérations, ſe ſont mutuellement abandonnées, deſque l'intérêt particulier, bien ou mal entendu, s'eſt trouvé en oppoſition avec l'intérêt général. Les armées Françaiſes ont envahi toute la rive gauche du Rhin, ont porté dans le centre de l'Empire la déſolation et le ravage, et y ont laiſſé derrière eux la honte chez les Souverains et l'eſprit révolutionnaire chez les peuples.

Toute l'Allemagne a dépoſé les armes, et demande humblement la paix. Un Congrès, qui éternifera la honte du Corps-Germanique, et qui ſanctionnera ſa deſtruction, eſt aſſemblé à Raſtadt; les

armées allemandes, en conſéquence d'une ſuſpenſion d'armes, ſe ſont retirées à plus de trente lieues du Rhin, pendant que les Français occupent la Wétéravie, parcourent la Weſtphalie, mettant à contribution les pays neutraliſés par l'armiſtice, dont ils ne conviennent pas; environnent ce malheureux Congrès, ſe ſont emparés de Mayence, de Manheim, de l'Evêché de Bâle, et menacent de ſe porter à de plus grandes violences, ſi les Plénipotentiaires de l'Empire, occupés depuis plus d'un mois à diſputer entr'eux ſur des formalités, ne ſe preſſent pas de prendre pour baſe des négociations la ceſſion à la France de la rive gauche du Rhin: condition qui entraîne le partage des ſouverainetés de l'Empire à titre d'indemnité.

Tout le monde a trouvé que cette indemnité était facile, en détruiſant les Souverainetés Eccléſiaſtiques et en partageant leurs états entre les Princes Laics ſuſceptibles d'indemnités. C'eſt le dernier coup porté à la religion catholique, et il eſt porté par la Maiſon d'Autriche!.. Comme le gouvernement de la terre n'eſt pas un droit divin, il était tout ſimple que cette Théocratie fût anéantie à la fin d'un ſiècle philoſophique, qui a porté ſon audace beaucoup plus loin: mais il eſt ſingulier que pour remédier aux pertes occaſionnées par la révolution Françaiſe, on imite l'exemple de cette révolution en dépouillant le Clergé.

Une ſeconde eſpèce de Membres de l'Empire dont l'exiſtence était miraculeuſe au milieu de ce cahos féodal, ce ſont les Villes libres, Impériales, ou Anſéatiques au nombre de cinquante-une. Rien n'honore plus la modération du caractère allemand que la tranquillité dont elles jouiſſaient au travers des guerres d'ambition qui ont ſi ſouvent dévaſté l'Allemagne. On doit admirer que la féodalité n'ait pas aſſervi ces petites Républiques, ou qu'aucune d'elles ne ſe ſoit élevée ſur les débris de la féodalité. It était réſervé à cette époque métaphyſique, en prêchant les droits de l'homme, de renverſer ces inſtitutions fondé ſur la liberté et ſur le droit de propriété le plus ſacré. Leur intérêt ne touchera perſonne ; ce ne ſont que des peuples !

Ce ſeront-là vraiſemblablement les ſecondes victimes du ſyſtême de partage, et chacune d'elles ira ſe fondre dans les poſſeſſions d'une des grandes puiſſances à indemniſer, ſelon ſa convenance. On peut prévoir aiſément que ce ſera une mauvaiſe acquiſition que celle de villes déſeſpérées d'avoir perdu leur liberté. Les plus grandes, les plus riches ſeront les plus difficiles à plier ſous le joug. Non ſeulement elles conſerveront, mais elles propageront l'eſprit de liberté et d'indépendance, dont le génie révolutionnaire ſe ſervira pour renverſer les trônes.

Laiſſons-là la Conſtitution Germanique, ſes

Etats Eccléſiaſtiques, ſes villes libres, qui vont être anéantis par la paix de Raſtadt, ſi elle a lieu. Le titre d'Empereur ne ſera plus qu'une vaine dignité et tombera même en deſſuétude. L'Allemagne ſe trouvera partagée en ſept Maiſons ſouveraines ; Autriche, Pruſſe, Heſſe, Saxe, Palatin, Wurtemberg et Brunſwick. Chacune de ces ſept planètes ſera environnée de plus ou moins de ſatellites, qui ſembleraient deſtinées à venir à la longue ſe fondre dans leur planète reſpective pour l'alimenter.

Chacun de ces ſept Souverains ſe trouvera un peu plus fort qu'il n'était ; mais comme il y aura plus d'objets de diſcorde, comme il n'y aura plus de point de réunion, comme la Diète de l'Empire, qui était une eſpèce de tribunal des Amphictions, n'exiſtera plus, ou ſera mépriſée, comme le droit public de l'Allemagne, entièrement violé par la paix de Raſtadt, n'arrêtera plus l'ambition particulière, les guerres ſe ſuccèderont plus rapidement ; elles ſeront ſuſcitées et alimentées par la politique françaiſe.

L'Allemagne ſera plus éloignée que jamais de former un corps ſolide, et les Allemands de former une nation. Cette contrée redeviendra le théâtre de l'ambition et du fanatiſme politique. Les Souverains, placés ſur les frontières de la république françaiſe, ſeront ſes alliés comme les rois de Pergame et de Bithynie l'étaient des Romains, comme le roi de Sardaigne et la république Batave le ſont des

Français ; on employera leurs troupes contre les autres Souverains de l'Allemagne, comme les Eſpagnols et les Piémontais contre l'Angleterre et l'Autriche.

Voilà pour l'Allemagne l'hypothèſe la plus favorable des conſéquences funeſtes de la paix que l'on propoſe de faire à Raſtadt : mais un autre réſultat bien plus probable commence à percer. Le génie révolutionnaire rompra, peut-être inceſſament, tous les arrangemens de la politique françaiſe. Les peuples de l'Allemagne refuſeront d'accéder à un ſyſtême de partage. Menacés de changer de Souverains ſans avoir été conſultés, ils préfèreront la liberté et ſurtout la démocratie, à l'exemple de ce peuple triomphant, qui décide ſi impérieuſement de leur ſort. Le ſecret eſt tout trouvé. Les gardes-nationales, les municipalités, le gouvernement repréſentatif, le pillage des biens du clergé, l'expulſion des nobles, le tout fondé ſur l'égalité, bien ou mal entendue ; il ne faut qu'un tour de main et quelque démagogues hardis pour révolutionner une province en un clin d'oeil.

Il exiſte à préſent une propagande révolutionnaire tres-active et plus expérimentée qu'autrefois. Ses différens foyers ſont en Italie, en Suiſſe, tout le long du Rhin et dans toutes les capitales. La paix va lui ouvrir de nouveaux débouchés ; elle va s'aſſurer des places-d'armes dans le centre-même

de l'Allemagne. Hambourg dans le Nord, Francfort et Augſbourg ſeront les écoles révolutionnaires, d'où les eſſaims de miſſionaires ſe répandront rapidement autour des Souverains de l'Allemagne, qui, pour avoir détruit eux-mêmes leur conſtitution, faible mais impoſante, avec autant de puſianimité que d'injuſtice, ſeront facilement renverſés par leur propres ſujets. La proclamation de l'ambaſſadeur Mengaud aux Suiſſes annonce que les Français s'engageront ſur le champ à ſoutenir tous les peuples, qui réclameront leur appui pour conquérir la liberté démocratique. Que deviendra alors l'Allemagne ? On voit ce que commence à être l'Italie.

Quel remède à ces maux menaçans ? La rupture des conférences honteuſes de Raſtadt ; une guerre nationale ; de l'union et un *Homme-Roi*, qui relève l'Aigle Germanique, ſans autre ambition que de ſauver ſa patrie ; ou bien la paix univerſelle de l'Europe, prévenant cette guerre, ou la terminant.

CHAP. IV.

La Suisse.

La Suiſſe eſt le boulevard et la clef de l'Alemagne: ſon ſyſtême fédéral, la variété des ſes différens gouvernemens, la petiteſſe de ſes différens états, neutraliſaient la force de cette nation belliqueuſe, qui ayant perdu par les révolutions de la France, de la Hollande, de Veniſe, de Gênes, un débouché lucratif pour trente-mille de ſes guerriers, ſe trouve un excédent de jeuneſſe trés-langereuſe.

Tant que le gouvernement Français a laiſſé les Suiſſes en paix, ils n'ont point reſenti cette ſurcharge, parce que les dépenſes Emigrés et les fournitures et livraiſons aux armées ont répandu dans le pays un très-gros numéraire, et ont tourné toute l'activé nationale vers le lucre et les opérations mercantiles. Mais tout eſt bien changé. La Propagande révolutionnaire travaille les eſprits depuis ſix ans. Les ſuccès de Buonaparte et ſes menaces ont porté l'effroi chez les gouvernans. L'ariſtocratie eſt tremblante, la démocratie s'agite, et veut ſortir de l'état de dépreſſion, où elle a été tenue jaſqu'à preſent avec aſſez d'injuſtice. Tout le monde connaît le deſpotiſme qu'exercaient Fribourg ſur les Gruyeriens, Berne ſur le Pays de Vaud, l'Abbaye de St. Gal et le Canton de Zurich ſur leurs payſans, les Griſons ſur la Valteline, etc.

Le Gouvernement Français a commencé par arracher Porentruy à l'Evêque de Bâle. Les Suiſſes n'ont rien dit. Deſlors on a prédit la chûte du gouvernement Bernois.

Enſuite les Français ont révolutionné Genève, au point d'en faire un faûbourg St. Antoine : même ſilence des Suiſſes. Alors on a prédit que *Genève ſerait le pont par où la Monarchie rentrerait en France, ou bient l'anarchie ſe répandrait en Suiſſe.*

Depuis, la Valteline s'eſt ſoulevée contre ſes groſſiers ſouverains: même ſilence des Cantons.

Enfin, le gouvernement Français, qui voit l'Allemagne à ſes genoux, juge que la *poire eſt mûre* ; et négligeant les démarches lentes et une conduite méthodique, il prend à la fois le reſte de l'Evêché de Bâle ; il prend ſous ſa protection le Pays de Vaud qu'il révolutionne, et il demande aux Suiſſes de l'argent, en même tems qu'il sème le trouble et l'eſprit d'innovation et d'anarchie dans les principaux Cantons.

Les voilà pouſſés à bout et menacés. Qu'en réſultera-t-il ? Ou ils prendront les armes pour ſe garantir d'une révolution démocratique ; alors ils ſeront cernés et attaqués ; Soleure et Fribourg par l'Evêché de Bâle ; Berne par le Pays de Vaud, pendant que les Gallo-Ciſalpins arriveront par les lacs de Wallenſtadt et Zurich, et qu'une autre colonne débouchera ſur la centre du canton de Berne par le mont

St. Gothard. C'eſt l'affaire d'une campagne de ſix ſemaines, ſi les Suiſſes, réduits à eux-mêmes, ne peuvent eſpérer d'aucune puiſſance, ni diverſion, ni ſecours. Alors la Suiſſe ſera ruinée, anarchiſée. Ou bien les Suiſſes, ſentant leur faibleſſe, et déſunis entr'eux, obéiront à tout ce qu'exigera le Directoire. Alors il ſe dépouilleront de tout le numéraire qu'ils ont amaſſé, avec plus d'avidité que de prévoyance, au travers de toutes les calamités de la France. Alors toute ariſtocratie ſera bannie de leurs gouvernements. Le Pays de Vaud ſera libre, ou comme petite république, ou réuni à Genève, ou incorporé à la France, parce qu'il parle Français. Peut-être même le Directoire Français pouſſera-t-il l'extention d'incorporation juſqu'à Fribourg et Berne, et donnera-t-il à la grande république de ce côté le Kandell et l'Aar pour limites. Suppoſons-même qu'on ſe contente de s'aſſurer du Pays de Vaud, ſoit comme république ſéparée, ſoit comme département Français, la France ne tiendra pas moins ſous ſa dépendance la Suiſſe entière démocratiſée, par conſéquent propre à tout ce qu'elle en voudra faire par la ſuite.

En démocratiſant et ruinant les Suiſſes, le Directoire Français leur rendra leur activité et leur énergie militaire ; il ſe donnera une avant-garde très-belliqueuſe pour ſon projet, toujours ſuivi avec conſtance, du révolutionnement de tous les peuples,

et, d'éxtinction de toute ſouveraineté, autre que la populaire. La Suiſſe n'eſt plus ce pays ſauvage, hériſſé de montagnes impracticables, où une poignée de payſans pouvait arrêter une grande armée. Les victoires giganteſques des Suiſſes tiennent à la topographie autant qu'à la valeur de ces héros agreſtes. Les Suiſſes ne ſont plus les mêmes hommes, leur pays n'eſt plus le même. Leurs montagnes cultivées ſont garnies de villages riches; à l'exception de quelques glaciers, des grandes routes, comme celles de France, procurent des communications faciles avec leurs principales villes, et ouvrent le pays en tout ſens, des frontières juſqu'à ſon centre. L'artillerie la plus groſſe peut rouler par-tout: il n'y a pas un défilé, pas un bois, depuis la ſuperbe route de Genève juſqu'à Schaffhauſen; de cette croiſière à Zurich; de Zurich, à Conſtance. Ainſi dans la première guerre que les Français auront avec cette Maiſon d'Autriche, que la crainte des dangers préſens aveugle ſur de plus grands dangers futurs, les Français partiront de la Suiſſe, devenue leur place-d'armes, au lieu de partir des bords du Rhin, déboucheront par Schaffhauſen et Conſtance et les Gallo-Ciſalpins par le Tyrol et le Frioul, et les premiers incorporeront avec eux une infanterie nombreuſe et excellente des Suiſſes, chaſſés de leur pays par la misère, électriſés par la démocratie, ennemis des rois et amateurs de nouveautés.

Voilà certainement le réſultat de la querelle des Suiſſes, puiſque l'Allemagne, effrayée, preſqu'abrutie par l'égoiſme, les abandonne à leur ſort, et ne prévoit pas que la Suiſſe, telle qu'elle eſt, eſt l'égide de l'Allemagne, diminuée d'un tiers, et menacée révolutionnairement dans tous ſes points de contact avec la France. Voila certainement le grand plan du Directoire Français dans la querelle qu'il cherche aux Suiſſes. Ceci n'eſt point une probabilité, point une hypotheſe; c'eſt une ſérie de conduite et de faits ſous les yeux de toute l'Europe, et l'indiſcrétion democratique, ſur-tout celle des Français, ne laiſſe aucun doute à cet égard.

Il paraît, d'après le ſerment de la ligue Helvétique, renouvellé à la Diète d'Arau le 25 Janvier, que les Suiſſes connaiſſent les dangers de leur ſituation, et qu'ils deſireraient s'y ſouſtraire ſans lézer leur honneur et leur liberté.

Bâle ſeul a rompu ſon alliance, et a très-mal fait; car à préſent cette petite république ne tient plus à aucun corps politique, et ſa poſition locale à la rive gauche du Rhin lui annonce qu'elle doit être infailliblement incorporée dans la république Françaiſe, comme celle de Mühlhauſen. Genève doit s'attendre au même ſort, et doit entraîner le Pays de Vaud.

Mais la république de Bâle, en commettant cette faute, qui doit l'anéantir, a donné aux autres

Cantons de la Suiſſe un très-bon exemple, en admettant aux droits de citoyens ſes ſujets de la campagne et en rétabliſſant l'égalité légale, la ſeule baſe ſolide de tout gouvernement républicain, et même de toute monarchie bien conſtituée. Rien n'eſt plus contradictoire avec l'exiſtence républicaine que l'ariſtocratie de pluſieurs cantons, et la ſujetion dure dans laquelle preſque tous tiennent un certain nombre de Baillages, qu'ils ont acquis en différens tems par le droit des armes, et qu'ils ont toujours refuſé de faire participer au droit de cité, pour le quel eux-mêmes ont ſi vaillamment combattu.

Si les Cantons, qui ſont dans ce cas, ont la ſageſſe de ſuivre l'exemple de Bâle, en le modifiant, ils fermeront la porte au démon révolutionnaire qui les agite ; ils augmenteront leur force réelle, en ſe donnant plus de citoyens, en ſe formant une conſtitution plus ſimple, plus juſte, plus dans la nature. Ils inſpireront la confiance et le reſpect à tous leurs voiſins, et ils redeviendront le boulevard de la liberté, et ſur-tout la digue de l'ambition. Ils ſeront alors, en ſe tenant bien enſemble, les arbitres du ſort de l'Allemagne et le point de ralliement des opprimés.

Cette meſure de réforme ne doit et ne peut être priſe dans la Diète générale. Ille entraînerait des débats et des dangers ; chaque Canton doit avoir le bon eſprit de l'exécuter de lui-même, *proprio*

motu, avec bonne-foy et vigueur. Les réclamations des baillages en ſervitude ſont juſtes ; leur oppoſition à la loi du plus fort eſt naturelle. Si les Cantons veulent s'entêter, les ſujets trouveront des ſecours extérieurs, la Suiſſe ſera envahie par la France, et déchirée par une guerre civile. Le peuple, juſqu'à préſent, le plus ſage de l'Europe, doit auſſi être le plus vraiment libre : ſon ſort eſt entre ſes mains, il a à choiſir entre la liberté la plus conſtitutionnellement républicaine et l'anarchie, et il n'a pas un inſtant à perdre.

Le danger de la Suiſſe eſt imminent : elle peut y oppoſer efficacement la conſtance au dehors, la ſageſſe au dedans. Elle peut détourner la révolution par une prudente réforme, et une union inaltérable de la nation entière. Ce qui ſe paſſe à Raſtadt doit influer ſur le ſort des Suiſſes, et *vice verſâ*. La fermeté Helvétique peut ranimer le courage des Allemands : la vigueur des Allemands renouvellée peut ſoutenir la fermeté Helvétique.

Depuis le 25 Janvier, époque de la concluſion de ce chapître, la Suiſſe eſt démocratiſée avec les circonſtances les plus funeſtes. Si par cette révolution ſubite, elle ſe réunit en un ſeul corps de nation ; ſi elle y gagne l'extinction d'une fédéralité, toujours faible et toujours défunie ; ſi elle a la ſageſſe de ne pas ſe laiſſer démembrer et de reſter indépendante ; il n'y a que demi-mal. Mais il eſt bien plus à

croire que les Français y garderont plus que de l'influence, et que la démocratie violente des Suiſſes entraînera celle d'Allemagne, à moins que par une guerre générale contre les Français, à laquelle les Suiſſes, vexés et pillés par ces inſtituteurs, peuvent prendre part, les événemens ne deviennent aſſez favorables pour qu'il en réſulte une paix univerſelle, dans laquelle le ſort des Suiſſes ſoit décidé avec ſageſſe.

CHAP. V.

De l'Italie.

Le génie des révolutions avait ceſſé d'agiter l'italie, depuis que Charles V avoit achevé d'y detruire la liberté. La maiſon d'Autriche et celle de Bourbon, après de longues et ſanglantes guerres s'étaient partagé cette délicieuſe contrée, à l'exception de trois ou quatre faibles républiques, d'un Royaume formé pour la Maiſon de Savoye par de grandes alliances, par ſa poſition intermédiaire, par la verſatilité de ſa politique et par les *circonstances:* expreſſion vague, qui définit parfaitement les décrets de la fatalité, parce que perſonne ne peut ni les diriger, ni s'y ſouſtraire; enfin d'un état théocratique, trop faible pour ſe ſoutenir comme puiſſance temporelle, trop uſé, comme puiſſance ſpirituelle.

Cette diviſion biſarre de l'Italie compoſait deux Royaumes, Sardaigne et Naples; quatre républiques, Veniſe, Gênes, Lucques et St. Marin, (car cette dernière eſt auſſi un petit état libre); trois Duchés, Milan appartenant à l'Empereur; Modène, dont il avait l'expectative, et Parme appartenant à une branche de la Maiſon de Bourbon; un *Grand-Duché* (*) la Toſcane, appartenant à la Maiſon d'Autriche et enfin l'Etat Eccléſiaſtique.

(*) La vanité a trouvé moyen de mettre des diſ-

Ces onze ſouverainetés, très-inégales et très-différentes entre elles, étaient régies par des loix et des formes très-oppoſées. Aucune nation n'a plus écrit ſur le gouvernement et ſur l'économie politique que l'Italienne ; aucune ne s'eſt plus abandonnée au hazard, ou à l'arbitraire de ſes gouvernans ſur la manière d'être régie.

L'Italien a pour caractère général la reflexion profonde, la réſerve, ſa compagne inſéparable, et la pareſſe qui tient à l'excellence du climat et à la facilité des productions d'une terre, qu'on peut regarder comme le paradis-terreſtre de l'Europe, qui fournit preſque ſpontanément à l'homme tous ſes beſoins avec peu de travail et même tout le luxe des productions de la nature.

A la liberté près, les Italiens jouiſſaient de tout ; les peuples y étaient, plus formellement qu'ailleurs, partagés en trois claſſes, celle des nobles qui ne faiſait rien, s'ennuyait au milieu de ſes frivoles plaiſirs, de ſon luxe brillant et meſquin, de ſes étiquettes et de ſes titres ; celle des bourgeois, qui exercait ſervilement les arts méchaniques, et qui s'humiliait devant cette nobleſſe ſans pouvoir, dont elle ſe mocquait ; celle des cultiva-

tinctions, même parmi les dignités du même genre. On connaît le titre ridicule de l'Evêque de Liège, Sa Celſitude : perſonne ne le comprenait, mais enfin c'était une diſtinction.

teurs, qui ſeuls étaient relevés juſqu'à la dignité d'hommes preſque libres, quoique l'objet de la raillerie et du dédain des *Citadins*, à cauſe de leur groſſière ſimplicité, et en but à la tyrannie des nobles, leurs ſeigneurs, dont ils ſe vengeaient en les payant mal, et gardant pour eux-mêmes le meilleur de leurs productions. Deſqu'un citadin avait acquis quelqu'aiſance par l'induſtrie et le commerce ; un cultivateur, par ſon travail, ou par la ruine de ſon ſeigneur, il cherchait à ſortir de ſa claſſe ; et, comme les pauvres petits Souverains de l'Italie étaient toujours aux expédiens, il achetait la nobleſſe, et deſlors il ne faiſait plus rien.

Avec un pareil caractère, avec une oiſiveté devenue habitude, l'eſprit révolutionnaire ne pouvait pas prendre naiſſance en Italie ; toute idée de majeſté du peuple était totalement effacée, ou briſée et contrariée par la diviſion biſarre de ces petites Souvrainetés ; mais nulle contrée n'était plus propre à reſſaiſir et propager cettee idée, parce que nulle part le peuple n'avait été jadis plus majeſtueux ; il ne fallait que le tirer de ſon long ſommeil, et reproduire à ſes yeux ſon antique état.

Tant que la Révolution Françaiſe n'avait pas franchi les Alpes, les Italiens qui, liſaient peu de papiers-publics, d'ailleurs tous partiaux et infidèles, qui ne ſe raſſemblaient point en ſociétés politiques,

parce qu'elles étaient prohibées par les gouvernements, regardaient les Français comme des frénétiques que les Majeſtés Impériales et Royales anéantiraient bientôt. La réſerve et la nonchalence des italiens acquéraient de nouvelles forces; habitués à leurs jouiſſances et à leur ſervitude, ils ſe tenaient en garde contre cette épidémie, qui pouvait troubler leur tranquillité.

Mais depuis qu'ils ont vu la Roi de Pruſſe forcé à faire la paix avec la République Françaiſe, le Landgrave de Heſſe, enſuite la Saxe, la Souabe, ſe detacher de la Ligue Germanique, l'Eſpagne ſacrifier la vengeance du Chef de ſa Maiſon et les intérêts de cette branche infortunée, pour ſe lier avec la France contre l'Angleterre, le Défenſeur des Alpes réduit à recevoir la loi du vainqueur, la Hollande conquiſe et révolutionnée, les Autrichiens ne faire oublier leurs défaites que par des déroutes, les armées Impériales chaſſées du Milanès avec facilité, tous les triomphes s'accumuler ſur un peuple, dont ils avaient eu juſqu'alors une idée aſſez médiocre: alors le caractère réfléchi des Italiens les a porté néceſſairement à mettre ſur le compte de la liberté cette exaltation d'energie, qui rend invincible la nation qu'elle enflamme. De cette réflexion au réveil de l'ambition populaire il n'y a qu'un pas.

Une circonſtance hâtait encore la marche du

génie révolutionnaire en Italie, c'eſt que l'invaſion des Français enlevait la tranquillité, l'oiſiveté et les jouiſſances. Quelque modération qu'euſſent voulu employer les vainqueurs, la néceſſité de nourrir et d'entretenir de tout plus de cent-mille hommes forçait à un travail pénible ce peuple ſobre et pareſſeux, par conſéquent avare, qui aimait mieux ſe contenter de peu que de travailler. Il fallait partager les fruits de la terre avec des vainqueurs affamés et avides de pillage, qui arrivaient dans cette contrée nuds et mourrans de faim comme les Gaulois leurs ancêtres; il fallait leur payer des contributions exceſſives; ils diminuaient leurs charges en ſacrifiant les Souverains, les Nobles, le Clergé et ces fantômes de gouvernemens qui les défendaient ſi mal contre l'invaſion.

Qu'eſt il arrivé? La réflexion a ramené les Italiens à leur ancienne majeſté populaire; les prédications et l'exemple des Français, les privations, les beſoins ont hâté cette révolution morale. L'Italien eſt ſpirituel courageux et entreprenant, l'oiſiveté enveloppait ces qualités; le poignard de la misère a déchiré cette enveloppe. La Maiſon de Bourbon et les Allemands n'ont pas été en état de contenir cette exploſion révolutionnaire, leur verge de fer eſt briſée, et les Français, qui remplacent actuellement en Italie les autres Ultramontains, ont un talent particulier

pour inoculer leurs principes, c'eſt d'arriver à la liberté par la licence. Les Italiens n'ont pas beaucoup redouté les Français, qu'ils ont regardé tout au plus comme un fléau paſſager, peut-être même comme un orage bienfaiſant, puiſqu'ils les délivraient du joug des *barbares*. Peut-être ont-ils cru que les vainqueurs ne pouvaient avoir la prétention, ni de s'établir dans leur contrée, ni de les aſſervir. S'ils ont lieu de reconnaître qu'ils ſe ſont trompés, ils deviendront des ennemis implacables.

Déjà, depuis 1789, on a pu raconnaître *l'Aſcétiſme* de la liberté parmi les oiſifs des couvents et des villes. Des nobles, des moines, des prêtres, des avocats, des médecins ont répandu dans toute l'Italie des écrits révolutionnaires, et ont formé des conjurations, toujours découvertes, aſſoupies, punies, et toujours renaiſſantes; le Piémont, Gênes, Rome et Naples ont été les états les plus agités par ces mouvemens. Veniſe en a été exempte, graces à ſon inquiſition d'état et à quelques punitions ſecrètes; la Toſcane s'en eſt garantie par la précaution qu'a priſe ſon gouvernement de ſe donner le maſque de l'approbation de tous les excès du Jacobiniſme Français.

Un obſtacle qu'aura à ſurmonter le génie révolutionnaire français, quand l'Italie en ſera parfaitement imbue, c'eſt celui du clergé. Si l'encenſoir reſte confondu avec la Divinité, les agens du culte avec la religion, celle-ci ſera entraînée par la chûte

de ſes miniſtres, comme en France : ſi les Prêtres, ce qu'on ne peut pas eſpérer, éclairés par l'exemple terrible du clergé français, ont la ſageſſe de ſéparer le ſpirituel du temporél, la religion ſubſiſtera et ne fera qu'affermir la révolution, même en la modérant.

Un ſecond obſtacle, (c'eſt la diviſion de l'Italie en petites Souverainetés,) empêchera que les Italiens ne ſe conſtituent de long-tems en une nation parce qu'ils forment trop de petits peuples. Cette diviſion prive l'Italie d'un centre, ou point de réunion, et peut faire dégénérer la révolution de cette contrée en un cahos de petites puiſſances, les unes républicaines, les autres *princiaires*, qui ſe déchireront perpétuellement, comme pendant les ſept ou huit ſiècles ſanglans qui ſe ſont ſuccédés entre la chûte de l'Empire d'Occident et Charles V.

Ce cahos, et le déchirement de guerres civiles qui en réſultera, formeront la première époque révolutionnaire de cette contrée, et ne peuvent ceſſer que lorſqu'un, ou pluſieurs peuples de cette contrée, auront pris aſſez de conſiſtence, pour former un point de réunion fédérative, plus ſolide que le Corps-Germanique, la Confédération Helvétique, ou celle des Provinces-Unies, qui ſont des fédérations trop faibles pour réſiſter à l'ambition plus active d'une, ou de pluſieurs de ſes parties, ou au choc d'une force extérieure.

Quant à la réunion de tous ces peuples pour for-

mer une ſeule Nation Italienne, ſemblable à la République Romaine, ou à celle de France, elle ne pourrait s'opérer que par la conquête, à l'inſtar de la première. C'eſt une chimère qui ne peut pas ſe tenter ; la République Françaiſe ne le permettrait pas pour ſon propre intérêt. On ne peut donc appercevoir, par le calcul des probabilités, qu'une réunion fédérative des différens peuples de l'Italie : pour cela, il faut les examiner ſéparément.

République Ciſalpine.

Il faut commencer cet examen par la République Ciſalpine, par égard pour ſa primo-progéniture. Cette République eſt eſſentiellement compoſée du Duché de Milan ; le reſte de ſon territoire eſt formé de la ſpoliation du Duc de Modène, et des rognures de la République de Veniſe et des Etats du Pape.

Aucune province de l'Italie n'était auſſi riche et auſſi fertile que la Lombardie ; la nature allait au devant des vœux de l'habitant, et diminuait ſon travail. Auſſi ce peuple était-il, de toute l'Italie, celui qui jouiſſait le plus d'une vie oiſive et inſouciante, ſans s'embarraſſer qui le gouvernait. A l'abri de ces ſubtils raiſonnemens ſur la liberté et ſur l'économie politique, qui troublent le repos des peuples ſans leur procurer le bonheur, le Lombard ne paraiſſait point du-tout avoir les inclinations republicaines.

Le Milanès avait toujours été le théâtre de la

guerre et de la tyrannie ſous ſes dues Ducs particuliers. Les Maiſons d'Autriche et de France ſe l'étaient diſputé long-tems. Le ſang des armées étrangères avait toujours engraiſſé les terres de la Lombardie. Mais enfin, depuis 1748, et ſur-tout depuis le traité de Verſailles de 1756, qui avait fait ceſſer les querelles entre les deux Maiſons, la Lombardie avait joui des douceurs de la Paix, ce qui lui avait rendu ſupportable le joug Autrichien, malgré l'incompatibilité nationale, qui était infiniment diminuée.

La Cour de Vienne gouvernait la Lombardie avec beacoup de douceur, elle avait la ſageſſe d'employer beaucoup de troupes Milanaiſes dans ſes armées ; elle avait ouvert à la nobleſſe de ce Duché la porte de l'ambition et des honneurs, et elle en avait tiré d'excellens officiers, et même pluſieurs Généraux célèbres. La police était ſévère dans le Milanès, ainſi que dans tous les états de la Maiſon d'Autriche, ſur tout ce qui regardait la librairie ; ainſi la liberté de penſer y était trés-bornée, et l'eſprit novateur y avait fait peu de progrés avant l'arrivée des Français.

Le peuple Lombard, par la longue habitude du joug, par la gêne d'un gouvernement retréci, par la communication continuelle avec les différentes nations réunies ſous la domination de la Maiſon d'Autriche, par les avantages que procurait à ſa nobleſſe la carrière des armes chez une Puiſſance

guerrière et vaine, avait preſque perdu le caractère national Italien pour devenir Autrichie. Tous les préjugés y étaient enracinés, celui de la Nobleſſe y était ſoutenu par un tribunal Héraldique, inſtitué en 1770, deſtiné à recevoir les preuves de Nobleſſe, et à veiller ſur l'obſervation des loix qui regardent l'ordre des nobles. Le Gouvernement était militaire ; c'était un conſeil de guerre qui avait l'inſpection des affaires qui regardaient le bien de la ville.

Nulle province de l'Italie ne paraiſſait moins prope à l'implantation du génie révolutionnaire ; nul peuple de cette contrée n'était plus éloigné d'adopter les idées de liberté et d'égalité ; nul n'avait moins beſoin d'un changement de conſtitution, et n'était moins en état de ſe la donner. Nulle part l'eſprit philoſophique n'avait fait moins de progrés.

Quiconque àvait vu ſuperficiellement la France, avant l'epoque de 1789, a pu penſer que les diſpoſitions révolutionnaires n'y étaient pas plus naturelles qu'en Lombardie. Mais il y avait bien de la différence. Malgré les précautions ſyndicales ſur la liberté de penſer, depuis un demi-ſiècle Voltaire, Rouſſeau, Fréret, Boullanger, Helvétius, les Encyclopédiſtes, les Economiſtes, attaquaient ſans relâche les préjugés de totue eſpèce, et même les principes les plus utiles, et minaient le gouverne-

ment, qui était faible et ſans dignité ; il était ſans prévoyance ; la diſſipation des finances l'avait jetté dans les mains de la nation, qui avait repris violemment ſes droits.

Le peuple Lombard, au contraire, n'était ni éclaré, ni foullé, ni malheureux ; il n'était nullement préparé à la révolution, et ſi la fougue françaiſe, l'exemple de la licence, qui ſéduit toujours le peuple, parce qu'il la prend pour la jouiſſance de la liberté, ont pu l'entraîner ; d'une autre côté l'indiſcrétion, l'incompatibilité d'humeur, l'inſolence, l'avarice des vainqueurs auraient ramené les Lombards à leur ancien maître, s'il avait pu ſeulement conſerver Mantoue.

Mais les victoires incroyables de Buonaparte, les défaites réitérées des Autrichiens, leur honteux abandon ont fait triompher la Démocratie. La nobleſſe, n'ayant pas de point d'appui, a été écraſée ſans réſiſtance, et la République Ciſalpine exiſte et Milan en eſt la capitale !

Déjà cette république entretient une armée ; déjà elle avoue une dette de ſoixante-trois millions ; déjà elle montre l'inquiétude des peuples libres ; déjà elle a beſoin de la guerre pour ſubſiſter ; déjà elle a beſoin de piller et de s'agrandir.

La fougue démocratique avait d'abord entraîné les Français au de-là des bornes de la ſaine politique en faveur des Ciſalpins ; mais le Direc-

toire Français s'eſt remis en règle ſur ſes véritables intérêts. Il ſemblait naturel que la petite république de Gênes fût réunie à la Ciſalpine ; c'eſt la France qui a profité de l'averſion des deux peuples pour aſſurer leur ſéparation ; c'eſt elle qui a décidé que Gênes aurait ſon gouvernement et ſa conſtitution à part.

Le Directoire Français a empêché que le Piémont ſe révolutionnât, malgré les ſoins que les Ciſalpins s'étaient donnés pour fomenter la révolte. La république françaiſe eſt l'égide du Roi de Sardaigne contre la démocratie Ciſalpine. Elle préfère avec raiſon pour voiſin un Roi faible à une république inquiète et ambitieuſe, dont les gouvernans parlent déjà dans leurs imprudentes déclamations de relever la république romaine. Tant que les Français garderont Mantoue et une force auxiliaire en Italie, pour protéger la république ciſalpine, ou plutôt pour la contenir, le Roi de Sardaigne n'a rien à craindre ; mais ſi des circonſtances font ſortir les Français d'Italie, ce Roi perdra ſa couronne, à moins que ces circonſtances n'entraînent la deſtruction de la république ciſalpine.

Le Duché de Parme, ſous la protection de la France, tient en bride l'ambition ciſalpine, en lui circonſcrivant de ce côté des limites qu'elle eſt forcée de reſpecter. Le Duc de Parme ſera contraint de céder à la république ce qu'il poſsède au de-là du Pô, qui lui ſervira de barrière.

Mas la ceſſion des états de Veniſe à l'Empereur, la démarcation des limites au travers du lac de Guarda et le long de l'Adige, ſur-tout la ſeſſion de Legnago, poſte avancé, qui, en tems de guerre, peut couper la communication de Ferrare, Reggio, Modène et Bologne avec la Lombardie, eſt le plus grand coup porté par le Directoire Français à l'ambition des Ciſalpins.

Le Directoire employe en ce moment l'armée ciſalpine contre Rome, mais ella la récompenſera comme ſes propres ſoldats, en là faiſant participer au pillage, ſans lui laiſſer prendre d'agrandiſſement de ce côté. En tout, les Français ſemblent avoir dit aux Ciſalpins, " nous voulons que " vous ſoyez libres ; nous vous l'ordonnons ; mais " nous vous défendons de vous arroger le droit " d'incorporation, réſervé à la *République mére.*"

La ſévérité de cette loi diminue ſûrement beaucoup la reconnaiſſance des Ciſalpins, qui s'émanciperont deſqu'ils le pourront, et deviendront un jour les ennemis des ſondateurs de leur liberté. En attendant, ils chicanent dejà tous leurs voiſins le Piémont, Parme et même l'Empereur pour leurs nouvelles limites. Ils ont entamé la guerre, pour leur propre compte, contre le Pape, ſoit de leur propre mouvement, ſoit par l'inſtigation des Français : c'eſt l'approche de leur armée qui a occaſionné les mouvements d'Ancone, de Çivita-Vecchia,

de Pesaro etc. et qui a produit la catastrophe de Rome. Ils sont les instrumens révolutionnaires en Italie; mais vraisemblablement ce n'est pas pour eux-mêmes qu'ils travailleront, et c'est ce qui augmentera leur profond ressentiment.

Le sort de la république cisalpine est encore précaire, et dépend de ce qui sera conclu à Rastadt. Si la guerre générale a lieu, la France, trop occupée pour elle-même, ne pourra pas leur donner d'assez puissants secours, et ils reprendront de bon gré le joug de l'Autriche, ou seront conquis. Alors, le reste de l'Italie sera exempté de la démocratie. Si la paix a lieu, la première guerre des Cisalpins sera peut-être contre la France, et sera le fruit de leur inquiète ambition et de leur ressentiment.

Sardaigne, Parme, Toscane, Rome.

La Sardaigne, Parme et la Toscane ne peuvent pas former un article intéressant dans cette spéculation. Leur Souveraineté est précaire, leur sort est humiliant et terrible. Harcelés par la démocratie Italienne, protégés durement par la démocratie française, livrés à l'arbitraire des plans les plus extravagans, ils végèteront dans l'incertitude de leur sort, jusqu'à ce que le Directoire Français ait arrêté un plan général pour la républicanisation de l'Italie, ou qu'une révolution, très-possible, change le sort de

la France démocratique, et par conſéquent de ſes appendices, les républiques Batave, Lémanique, Ciſalpine, etc.

Le ſort de Rome va être probablement décidé ſous peu de tems. L'autorité du Pape eſt expirante et ſera vraiſemblablement enterrée avec le Pontife octogénaire, qui a le malheur de ſurvivre à ſes calamités. La chûte de la religion romaine en ſera la conſéquence, et ſon rétabliſſement ſera difficile, ſi les circonſtances changent.

Naples.

Le Royaume de Naples eſt mieux compoſé, mieux ſitué, plus arrondi que celui de Sardaigne ; il n'a pas comme lui des voiſins dangereux, ni des occaſions perpétuelles de guerre, ou des paſſages d'armée inévitables : il eſt riche, quoique ſa population ne ſoit pas proportionnée à ſon étendue : il a un commerce aſſez conſidérable, qui ſerait ſuſceptible de plus d'activité ; ſon gouvernement a toujours été aſſez mauvais ; ſon peuple eſt remuant, ſur-tout le Sicilien. Les Rois de Naples et de Sicile ont toujours été ambitieux, inquiets ou faibles, et gouvernés par leurs entours, et influencés par la politique extérieure, qui, vu leur ſituation topographique, ne devrait jamais avoir de priſe ſur eux.

La Sicile eſt durement exploitée en finances, et très-mal dirigée en culture, en arts, en induſtrie.

Les Rois de Naples, ainsi que ceux de Sardaigne, devraient renoncer à la stabilité de résidence, pour partager leur séjour entre Cagliari et la Sicile; cette dernière mériterait même la préférence, et le Monarque serait plus puissant, plus riche, plus aimé, plus respecté, et moins influencé à Palerme qu'à Naples; il faudrait cependant alterner la résidence entre ces deux villes, pour ne pas perdre l'amour du peuple de la dernière.

Une circonstance très-extraordinaire, c'est que le gouvernement Napolitain soit continuellement occupé, depuis 1789, à découvrir et éteindre des conspirations toujours renaissantes; que tous les mouvemens révolutionnaires soyent excités par des nobles, des prêtres, des légistes, des militaires, et qu'ils n'ayent pas pu jusqu'à présent réussir à exciter à la révolte le peuple très-nombreux des vrais *sans-cullottes*, connus sous le nom de *Lazzaroni*, dont jusqu'à ce jour le dévouement et la fidélité pour leur Roi ont été à toute épreuve.

Cette classe de peuple a cependant, à diverses époques, exécuté plusieurs révolutions terribles; elle a constitué pendant quelque tems Naples en république ou plutôt en anarchie, sous le despotisme de Mazaniello et de Gennaro, tyrans aussi absurdes, mais moins cruels et moins éclairés que Marat et Robespierre, par conséquent moins criminels.

Il n'y a point du-tout d'union entre Naples et

la Sicile. Le principe très-dangereux de la foiblesee, *divide et impera*, parait être celui du gouvernement Napolitain, qui se trouverait cependant mieux de l'accord des deux peuples que de leur division. Le Napolitain aime naturellement la monarchie; mais comme il a toujours eu des rois étrangers, il n'est que faiblement attaché à chaque Dynastie, et il aime le changement.

Le Sicilien aime naturellement la république; mais chaque ville, si l'esprit révolutionnaire agitait cette isle, désirerait former une république, comme du tems des Carthaginois et des Romains. Au reste, les passions de ces deux peuples sont volcaniques, comme leur sol; et si des pamphlets, des feuilles périodiques, des clubs, des harangues populaires y répandaient la fermentation, la révolution serait prompte et terrible. Ce levain est très-dangereux s'il agit par lui-même; il pourrait devenir très-utile, employé par le Roi.

Le sort du Roi de Naples est devenu très-précaire par la catastrophe de Rome. L'armée démocratique est sur ses frontières; la marine française, placée à Corfou, le tient en échec. Il sera forcé de payer à la France des subsides pour se soutenir. Mais cet état incertain ne peut pas durer. Si la paix se fait à Rastadt, on lui cherchera querelle, et il perdra bientôt sa couronne; car son existence ne peut pas cadrer avec les projets révolutionnaires de

la France sur l'Italie. Si la guerre générale a lieu, il peut être le libérateur de l'Italie, et il n'a pas d'autre parti à prendre pour sa propre sûreté.

Gênes.

Jamais la constitution de Gênes n'avait été stable; jamais, ni les particuliers, ni l'état n'avoient été tranquilles; tantôt appartenant aux Empereurs, tantôt aux Rois de France, aux Ducs de Milan, à des Archevêques, à des tyrans particuliers, tantôt aux Frégoses, aux Adornes, aux Doria, tantôt gouvernés démocratiquement par un plébéien, tantôt aristocratiquement par André Doria, a qui les Génois doivent leur liberté et la forme de gouvernement qui les régissait encore à l'époque de l'invasion de l'Italie; autrefois commerçans, couvrant les mers de leurs flottes, les désolant par leurs pirateries, plus heureux depuis qu'ils étaient déchus de leur gloire et devenus tranquilles.

Telle était cette république orageuse, qui n'a ni revenus, ni troupes de terre, ni forces navales, ni stabilité. Détestée, ou peu respectée de ses sujets, elle n'avait pu, ni gouverner, ni conserver, ni conquérir la Corse; elle était-même fort heureuse d'en être débarrassée.

La révolution française se passait trop près de Gênes pour ne pas y occasionner des troubles de la part d'un peuple aussi susceptible de fermentation

et dont l'histoire présentait jusqu'à cette époque la lutte perpétuelle de la démocratie contre l'aristocratie. Le Génois ne peut, ni garder sa liberté, ni souffrir le joug, ainsi la révolution qu'il a embrassée, ne peut que lui attirer de nouvelles catastrophes, sans lui procurer de solides avantages.

Tout état commerçant, comme Gênes, Genève, Hambourg, a besoin d'une liberté modérée, d'une constitution simple et stable, qui assure bien fermement le respect des propriétés. Si le Gouvernement est trop aristocratique, il écrase le commerce par l'orgueil des rangs et le luxe rongeur; s'il est trop démocratique, le petit peuple jalouse et vexe le commerçant; l'ouvrier fait la loi au manufacturier, le marin à l'armateur, et le commerce et l'industrie fuyent devant cette égalité anti-sociale.

Gênes a subi, non pas sans résistance et sans effusion de sang la révolution démocratique; Buonaparte, en fixant son existence, en agrandissant son territoire, lui a encore donné, à son départ de l'Italie, des conseil très-sages et très-*remarquables.*

Si la révolution se complète en Italie, Gênes doit jouer un jour le rôle de la principale puissance navale de l'Italie; et c'est sur mer qu'elle doit fournir son contingent à cette confédération; elle doit créer on jour une marine militaire, pour faire respecter ses côtes et protéger son commerce. Si le

port de Gênes présente peu de capacité et de sûreté pour un établissement militaire naval, les Génois ont dans le Golphe de la Spézia toutes les facilités pour former une marine respectable. Cet établissement serait d'autant mieux placé dans ce Golphe qu'il vivifierait *la Riviera di Levante*, et que Gênes devant être naturellement toujours une ville de grand commerce, il serait utile que la marine militaire, qui pourrait lui nuire, en fût un peu éloignée.

Venise.

L'idée de l'antique république de Venise imprime à l'esprit une espèce de respect religieux, comme la vue des anciens monumens. Son histoire enflamme les cœurs susceptibles de patriotisme et d'amour de la glorie et de la liberté. Mais sa constitution était la satyre la plus cruelle du cœur humain ; sa base était le soupçon, ses supports le machiavelisme, le déspotisme et le mystère. Depuis sa dernière époque brillante, la ligue de Cambrai, Venise ne se soutenait plus que par sa politique astucieuse : ayant dèslors désarmé ses citoyens, dont il avait abatardi le courage ; se méfiant des stipendiaires, auxquels il a de tout tems confié sa défense, son gouvernement avait beaucoup d'autorité, mais il était privé de force.

Une pareille constitution pouvait paraître suffisante, et même prudente et sage, tant que la ba-

lance de l'Europe et le tranquillité de l'Italie reposaient sur une politique de Cours, dont les agitations pouvaint être arrêtées par la jalousie, la paresse, ou l'impuissance. Les mouvemens, les guerres de l'Europe n'étaient que des jeux d'enfans. La constitution Vénitienne pouvait passer pour un chef-d'œuvre, parce qu'elle était bien adaptée à la mollesse du siècle, à la faiblesse des institutions sociales; mais elle n'était en état d'opposer aucune résistance, ni au torrent des conquêtes, ni au génie révolutionnaire.

Ce gouvernement, si sage, tant admiré, avait entièrement manqué de prévoyance; il n'avait pas calculé que la révolution française, substituant les peuples aux princes, allait changer tout le système politique, agrandir les intérêts, remplacer le petit jeu des intrigues de Cour par l'action vigoureuse de la liberté et de l'énergie. Il aurait dû prévoir, qu'à moins de rendre les mêmes ressorts à son peuple, il serait ou entraîné, ou renversé par ce torrent révolutionnaire. Ce gouvernement étouffait, ou enchaînait toutes les passions; l'esprit révolutionnaire les exalte toutes.

La constitution de Venise avait de commun avec celle de l'ancienne Rome, qu'elle concentrait tout le pouvoir dans la Métropole seule. Mais de Rome sortaient des Généraux victorieux, des légions invincibles, composées de citoyens. Tout le monde

état astreint au service militaire, qui conduisait à toutes les dignités de la République. Le droit de cité se communiquait aux villes et aux habitans des provinces. La plûpart des familles sénatoriales étaient étrangères. Il ne fallait pas être né à Rome, ni même originaire de Rome, pour être Romain, pour parvenir à tout.

Venise présentait une métropole d'une étendue médiocre, centre de politique ombrageuse, de despotisme aristocratique et de faiblesse, qui, manquant d'activité, répandait la tranquillité de l'esclavage dans ses provinces de terre-ferme. Les habitans, humiliés, mais apathiques, y jouissaent avec uniformité d'un repos, ignoble, mais assez doux, sous un gouvernement modéré quoique ombrageux et sévère. Une poignée de soldats mal organisés, sans officiers, sans honneur, sans émulation, sans exercice, sans discipline, sans ensemble, ne présentait qu'une multitude de sbirres, mais point d'armée. Les places fortes étaient antiques, et tombaient en ruine. La marine était nulle ; et la dernière guerre que la République avait soutenue contre la petite Régence de Tunis prouvait à quel point la puissance navale des Vénitiens avait dégénéré. La Paix avec les Barbaresques avait achevé de l'anéantir.

On découvrait cependant un esprit national, répandu même dans les provinces de terre-ferme, qui n'attendait que les occasions pour se développer. Le

Lion de St. Marc dormait, mais il était aisé de le réveiller. C'était à la prudence de cet illustre Sénat à régler les premiers mouvements de son réveil. Il ne tenait qu'à lui de conserver le respect et même l'attachement dont il jouissait, et de tourner à son avantage le génie révolutionnaire que le succès des Français fixait en Italie, qui allait certainement s'agiter ou contre les gouvernemens qui lui présenteraient une opposition maladroite, ou en faveur de ceux qui sauraient le diriger.

Il a paru, en 1795, un livre profond du Comte de Curti, sur les dangers du gouvernement de Venise et sur les réformes qu'ils nécessitaient: Il est intitulé, *Mémoires Historique et Politiques sur la République de Venise en* 1792. Il prouve parfaitement que les institutions sont bonnes, que tout le mal réside dans l'abus d'une autorité olygarchique. Il prouve que la suppression du Conseil des X et sur-tout des trois places odieuses des Inquisiteurs d'état, et l'activité rendue aux quatre *Quaranties* auraient suffi pour rendre à cette sage constitution toute sa vigueur.

Mais, à l'époque où ce citoyen estimable a composé ce livre, avec autant de patriotisme que de modération, malgré les vexations dont il était la victime et les dangers qui le menaçaient alors, la révolution française n'avait pas encore pris le caractère de conquête et d'extention,

que la faiblesse, la mauvaise foi, la maladresse de ses ennemis lui ont donné, sur-tout pendant les quatre dernières années. Les Français n'avoient pas encore passé les Alpes; l'Italie conservait encore son système pacifique, qui rendait suffisantes les réformes proposées dans cet excellent livre.

Tout est changé. Il eût fallu que dèslors la république devînt une puissance respectable par sa force, sinon elle devait être opprimée, ou détruite. Pour acquérir cette force, non-seulement il fallait qu'elle détruisît entièrement l'olygarchie qui la minait, mais il fallait qu'elle cessât de concentrer son aristocratie dans sa métropole; il fallait qu'elle l'étendit sur toutes les parties de sa domination, pour les lier toutes par l'intérêt commun.

La première mesure, et la plus indispensable, était de changer en citoyens ses *Ilotes* de Terre-ferme et d'Outre-mer, pour éviter que leurs premiers pas vers la liberté ne fussent en sens contraire de l'intérêt de la Métropole. Il fallait pour cela, ou brûler le Livre d'Or, ou l'augmenter de toutes les familles puissantes de ces Provinces. Il fallait que toutes eussent part au gouvernement pour s'y attacher.

Il fallait faire voir le jour aux trésors enfouis; exciter l'ambition politique de tous ces hommes régénérés par les emplois civils et militaires de terre

et de mer; refondre l'armée et la marine, y distribuer l'ordre sénatorial, inspirer de l'honneur et du patriotisme, relever les places, les garnir de troupes, et se préparer sérieusement à repousser tous les maux qu'entraîne la passion de la liberté, quand le Gouvernement ne la dirige pas.

Avec ces mesures, qui eussent fait promptement du peuple Vénitien une république vigoureuse et respectable, le Sénat n'eût plus eu à craindre les agitations du génie révolutionnaire, qui n'aurait même pu que lui être favorable, en lui rendant son ancienne énergie. Alors le Gouvernement n'aurait plus eu à soutenir son autorité par le soupçon et le mystère. Les *bouches de fer* eussent disparu de ses villes, ainsi que ses espions, ses délateurs, son Conseil des X et ses trois grands Inquisiteurs d'état, en quoi consistait toute l'action de ce gouvernement retréci.

Voilà le genre de révolution que tout philantrope sage aurait désiré pour la république de Venise: ce peuple prudent et spirituel en était digne. Une telle révolution, ou plutôt réformation, eût servi de modèle au reste de l'Italie; elle eût pu rendre Venise le centre, ou au moins le membre principal de l'association fédérale de toute l'Italie, lorsque cette contrée aurait essuyé tous les changements qu'y produira nécessairement, au plus dans l'espace d'un demi-siècle, et vraisemblablement beaucoup plutôt, le génie révolutionnaire qui s'en est emparé.

Venise n'est plus ! Mais ce peuple reprendra un jour sa liberté. Il est plus aisé de passer de la servitude à la liberté, que de s'accoutumer à la servitude quand on a été libre. On peut prévoir de même que c'est par l'Italie que les Français seront punis de leur rage de républicanisier les autres Nations.

CHAP VI.

La Turquie.

La révolution de l'Italie entraîne nécessairement celle de la Turquie. Quand même les Français, respectant leur antique alliance avec la Porte, uniquement attentifs aux intérêts de commerce, se dispenseraient d'agiter le peuple grec, pour lui rendre son antique valeur, et l'exciter à rompre les fers de son effroyable servitude, les Italiens, régénérés à la liberté et dans l'enthousiasme de la nouveauté, enverraient des missionaires de l'autre côté du Golphe Adriatique.

La propagande révolutionnaire, prêchant les principes de la démocratie, a encore plus d'activité que celle du christianisme. Dans ce siècle raissoneur, on est parvenu à établir la tolérance religieuse; mais, comme les hommes sont destinés à se tourmenter pour des opinions, on y a substitué l'intolérance politique. D'ailleurs, dès que la démocratie triomphe, son inquiétude se répand autour d'elle.

Si les républiques puissantes ont une aversion naturelle pour la royauté, des républicains démocrates ajoutent à ce sentiment la haine de l'aristocratie. La démocratie est soupçonneuse et timide; son action est dans le nombre; elle employe ingénéreusement et sans scrupule la force de mille contre un; si même

ces mille voient vingt ou trente hommes se réunir, la peur s'empare d'eux et les pousse à la férocité. Elle craint donc toujours toute réunion ; elle persécute à mort l'aristocratie, non-seulement au dedans, mais même au dehors et auteur d'elle. Plus la démocratie est nombreuse, plus elle veut le devenir ; elle n'a pas d'autre système politique. Son incessante activité travaille à renverser tous les Gouvernemens qui lui sont opposés, et aucun ne l'est plus que celui de la Turquie.

Les Français n'ont pas voulu laisser aux Italiens la *gloire* ni l'avantage de régénérer les Grecs. Il ont commençé par mettre un obstacle entre leurs communications, en faisant présent à la Maison d'Autriche de Venise et de la Dalmatie. Ils ont placé de ce côté la monarchie pour digue contre le torrent révolutionnaire. *La république-mère* veut bien faire des filles ; mais elle est jalouse de sa fécondité, et ne veut que des filles stériles.

La France s'est donc réservé tout le profit et l'avantage du révolutionnement de la Turquie d'Europe. Pour cela, elle a été fonder un département Français dans la mer Yonique, sur la côte de l'Albanie. Ce département est plus militaire que commerçant. Corfou n'est pas situé favorablement pour former une échelle de commerce avec l'Archipel. Mais c'est une place-d'armes navale formidable ; la possession de Larta (l'ancienne Larisse) donne un pied

sur cette partie du continent Ottoman. Dans ces deux points se composeront les livres qui doivent éclairer et électriser les Albaniens et les Macédoniens, déjà révoltés contre l'Empereur Ottoman, et dont il ne faut plus que diriger les mouvemens révolutionnaires. On traversera une chaîne démocratique qui aboutira à Saloniki, et d'où la révolution s'établira dans les Isles de Archipel, pendant qu'une des branches se dirigera sur la Laconie et sur l'Attique, et une autre sur Constantinople, et que de Corfou on agitera l'isle de Candie.

La rivalité de l'Angleterre redoublera l'activité de ce mouvement; son commerce sera ruiné dans le Levant, et il sera entièrement entre les mains de la France, jusqu'à ce que les Grecs, après avoir rélégué les Turcs en Asie, parviennent à établir un ou plusieurs gouvernements, qui leur donnent une consistence assez solide pour secouer la dépendance de la *république-mère*. La France jouira long-tems de sa supériorité dans le Levant, avant que les Grecs ayent acquis cette indépendance.

L'établissement des Français à Corfou, où ils ont rassemblé tous les bâtimens, toutes les munitions navales de l'arsenal de Venise, est un obstacle insurmontable aux projets chimériques d'établissements maritimes pour la Maison d'Autriche dans la Méditerranée. Les Français borneront cette puissance au cabotage du golphe Adriatique, et ne permetteront

pas que le pavillon impérial flotte sur des vaisseaux de guerre au de là de ce golphe; ils seront à portée de gêner son commerce, de l'interrompre, ou de le détruire entièrement quand ils voudront.

Tous les amis de l'humanité ne peuvent que souhaiter l'affranchissement des Grecs, de cette nation si brillante, des descendans de Militiades, Solon, Socrate, Epaminondas, Aristides, des peintres, des sculpteurs, des philosophes, des poëtes, qui, depuis vingt siècles, sont encore nos modèles. Le désir de la philosophie a été de tout tems de voir réléguer en Asie les barbares Ottomans avec leur fanatisme, leur despotisme et leur ignorance. Mais les conséquences de cet événement sont terribles, vu les circonstances, pour le repos de l'Europe, et achêveront d'y répandre le désordre et la confusion.

C'est par l'Albanie que la Légion Polonaise de Dombrouski, renforcée d'Arnautes de Bosniaques et de Grecs, sera transportée jusqu'aux frontières et par l'Ukraine pour aller rassembler et régénérer la Nation Polonaise. C'est par cette nation régénérée que la Russie éprouvera les vengeances de la France, et sera pénétrée du génie révolutionnaire, dont les bras étendus ceignent l'Europe, qu'il couvre de ses ailes de feu.

CHAP. VII.

La Russie.

Cet Empire, par son éloignement, par la dispersion de sa population sur un territoire immense, par la diversité des langues, des moeurs, des cultes de ses habitans, par le fanatisme de sa religion dominante, par l'ignorance profonde de toutes les classes de citoyens, par la prépondérance d'une cour qui seule réunit les lumières de l'Eempire, par l'éclat d'un trône d'où dérivent toutes les récompenses, les punitions, les richesses, la misère, par la réunion du pouvoir sous le joug d'une armée très-nombreuse et très-obéissante ; cet Empire n'a eu jusques à présent à craindre que des conjurations de cour, des révoltes de peuple barbares, des révolutions dans la famille Impériale.

Pétersbourg est non-seulement la tête, mais le coeur de l'Empire, tous les canaux de la vie politique y aboutissent. Les événemens tragiques qui arrivent souvent autour du trône, et qui l'ensanglantent, ne sont que des spectacles indifférens pour le peuple, qui les voit sans émotion et sans intérêt, parce qu'ils n'influent en rien sur son existence. La couronne peut être portée par un homme ou par une femme, être arrachée violemment par des crimes ;

mes ; tout est égal à la nation ; celui qui la porte est obéi ; le Souverain est toujours-là.

Il semble qu'un pareil gouvernement est à l'abri des coups du génie révolutionnaire ; qu'une pareille nation n'est pas susceptible de ses influences. Elle ne lit point ; elle ne sçait rien ; elle n'a pas même de gazettes ; elle ignore qu'il existe un grand peuple, qui, à la suite de discussions métaphysiques, a renversé un trône de quatorze siècles, a vaincu toutes les nations de l'Europe et propagé ses opinions les armes à la main.

Il existe cependant en Russie une grande ville, où les connaissances prennent de l'accroissement, où la haine et la jalousie contre la Cour rassemble des principes d'indépendance, germes du républicanisme. Cette ville est Moscou. Elle est à présent l'asyle du mécontentement et de la critique ; elle deviendra un jour un foyer de révolution.

Catherine II a eu l'air de regarder la révolution française comme un jeu politique, dont elle pouvait tirer parti, en attisant la guerre, en excitant les Princes Français par de légers services et de grandes promesses, en poussant, par son adhésion, l'Autriche et la Prusse à cette querre, qui ne pouvait que les miner quelqu'en fût le succès, en joignant aux flottes Anglaises une de ses Escadres pour exercer sa marine, sans la compromettre.

Ayant rempli son but en occupant la Prusse et

l'Autriche contre la France, elle a cru le moment favorable pour s'emparer du reste de la Pologne, ce qui a engagé la Prusse à faire sa paix avec la France, pour avoir part, ainsi que l'Autriche, à cet envahissement, ce qui a déjoué l'ambition de l'Impératrice de Russie.

La défection du Roi de Prusse a porté un coup mortel à la coalition. La Russie a été encore plus froide sur l'intérêt général, et s'est contentée de fournir aux Emigrés un léger subside. Son Successeur a depuis acquitté noblement la dette de cet engagement politique envers la Maison de Bourbon, en affrant un asyle honorable à l'Hériter de l'infortuné Louis XVI, et en récompensant, par un établissement avantageux, le courage persévérant de l'Armée de Condé et la vertu de ce Prince, qui lui a attiré l'estime de toute l'Europe, et même des plus furieux démocrates français.

Cette conduite de la Russie a le sort de toutes les demi-mesures ; elle a fait plus de mal que de bien. La révolution française n'en a acquis que plus de consistence, et la Russie a perdu l'influence qu'elle pouvait se donner sur le reste de l'Europe, ou en joignant des forces imposantes à la coalition contre la France, ou en se réservant pour une médiation respectable.

Actuellement sont sort est aussi dépendant de ce qui sera conclu à Rastadt que celui du reste de

l'Europe. Si la paix se fait, si l'Allemagne est démembrée et la Suisse soumise et démocratisée, comme il y a toute apparence, l'esprit révolutionnaire, n'étant plus arrêté, se répandra rapidement dans la Turquie, que les Polonais, formés à l'école de Buonaparte, traverseront pour rentrer dans leur Patrie par la Bukowine et l'Ukraine, pendant que les Français, partant de Constantinople, attaqueront la Crimée.

Naturellement des embarras politiques se joindront à cette guerre révolutionnaire. Les Persans en Asie, les Suèdois, du côte de Pétersbourg, profiteront de la détresse de la Russie pour rentrer dans les Provinces dont ils ont été dépouillés. Les despotisme succombera sous la démocratie, et cet Empire colossal n'aura duré qu'un siècle.

La Russie ne peut se soutenir que par la rupture du Congrès de Rastadt, par sa médiation armée pour l'intégrité de l'Empire et par une guerre générale et très-active contre l'ennemi commun, ou par une paix universelle qui puisse établir la tranquillité de l'Europe sur des bases solides.

CHAP. VIII.

La Suède.

Cette Puissance paraît avoir dans les affaires actuelles de l'Europe trois intérêts opposés. Le premier de ne se mêler de rien, de suivre avec attention les progrès de l'esprit révolutionnaire, et de se tenir prête a en profiter, lorsqu'il attaquera l'Empire Russe, pour secouer les les chaînes de la Cour de Pétersbourg, pour reprendre ses anciennes frontières et les pousser même jusqu'à la Newa, et, par la possession de Pétersbourg, s'assurer celle de la Livonie.

Le second intérêt, personnel à la Royauté, c'est de traverser les Négociations de Rastadt, pour faire cause commune avec les Rois contre la démocratie.

Le troisième, qui regarde le bien présent de ses sujets, est de forcer la France à retirer son décret contre les vaisseaux neutres, en adhérant à une coalition navale, contre les Français, avec le Dannemark, Hambourg, Lubeck, Naples, la Turquie et les Américains, pour empêcher toute tyrannie de la part des Puissances belligérantes indistinctement, ou même de se coaliser avec l'Angleterre, pour impêcher la descente, qui, si elle réussissait, occasionnerait une banqueroute générale, qui ruinerait, la Suède et achêverait de soumettre l'Europe à la puissance,

très-immodérée du Directoire Français, ce qui amènerait très-promptement l'extinction de la Royauté, le renversement de toutes les constitutions et une désorganisation générale, qui livrerait, au moins pour un siècle, l'univers à l'anarchie.

De ces trois intérêts, le premier est hypothétique et incertain ; les deux autres sont instans.

Comme membre de l'Empire, le Roi de Suède doit craindre la honte et le danger de la dissolution du Corps-Germanique, et l'établissement de la démocratie dans cette contrée, qui rendraient ses possessions Germaniques très-précaires. Il a donc un très-grand intérêt aux négociations de Rastadt, et il ne peut désirer que la paix s'y termine, qu'en cas que, par sa médiation, les Français accordent l'intégrité de l'Empire, rendent l'Evêché de Bâle, et assurent la tranquillité de la Suisse, en se retirant du pays de Vaud, et les Cisalpins de la Valteline.

CHAP. IX.

Le Dannemark.

L'Intérêt de cette Puissance aux négociations de Rastadt est plus direct que celui de la Suède. Les conséquences de la paix sont infiniment plus importantes pour elle. Elle ne doit pas se dissimuler que le Holstein est travaillé révolutionnairement d'une manière très-active et très-dangereuse. Sa sage neutralité lui a procuré de grands avantages ; mais elle a eu l'inconvénient d'ouvrir ses états, ceux sur-tout d'Allemagne, à la Propagande Française, qui y a fait de grands progrès.

Le salut du Dannemark repose, ou sur l'intégrité de l'Empire, ou sur une guerre générale contre les démocrates Français. La première même est insuffisante, et ne fait que retarder l'époque de sa ruine. Si la France, effrayée de la menace d'une coalition générale, se contente des limites de la Meuse, elle n'en travaillera qu'avec plus d'activité, pendant la courte paix qu'elle aura signée à regret, à cultiver les semences de désorganisation qu'elle a répandues sur les bords du Rhin, et même au delà, ainsi qu'en Suisse, en Italie et en Turquie, et elle recommencera la guerre, dès qu'elle verra ces semences prêtes à éclorre.

Hambourg est, au plus haut degré, le point d'im-

portance, d'inquiétude pour le Dannemark. Si la paix se conclud à Rastadt sur le pied de la cession à la France de la limite du Rhin, l'Empire sera démembré; en ce cas, Hambourg servira d'indemnité à l'une des grandes Puissances de l'Allemagne, ce qui rapprochera un voisin actif et dangereux des états allemands du Dannemark sans défense et tout-ouverts du côté de l'Elbe. En ce cas, le Souverain qui aura usurpé cette ville en fera fuir le commerce par un gouvernement militaire, ou voudra le rendre exclusif aux dépens d'Altona et de Gluckstadt par la domination de l'Elbe.

Ou bien Hambourg, favorisé par la France, restera libre, et deviendra une colonnie démocratique, le foyer de la Propagande, d'où les missionaires se répandront dans le pays d'Hannovre, la Prusse, le Meklembourg et le Holstein. Alors, c'est par Hambourg que le démon révolutionnaire ravagera le nord de l'Allemagne.

Ou bien le Roi de Dannemark profitera du système de partage pour usurper Hambourg et Lubeck. Maix ces deux villes populeuses, riches et républicaines, seront difficiles à tenir dans la sujetion, et fineront, après l'avoir ruiné par des guerres, par démocratiser ses états après avoir reconqui leur liberté. D'ailleurs, le Dannemark n'a aucun titre pour être admis à un système de partage; il est resté neutre et intact; il ne peut exiger aucune indemnité.

Ou bien enfin le Roi de Dannemark, sollicité par les deux villes Anséatiques, et suivant les principles de modération et de justice, qui distinguent le système politique de son Conseil, se déclarera protecteur de Hambourg et de Lubeck ; en ce cas, ou il soutiendra une guerre contre les intéressés au partage appuyés par la France, et il peut y succomber ; ou la France, toujours conséquente dans ses vues de révolutionnement général, adhérera à son protectorat, pour conserver son influence sur Hambourg, et elle y sera plus maîtresse que lui ; ainsi ce palliatif ne le garantira de rien.

Si la France, pour éviter une guerre générale, consent à l'intégrité de l'Empire, la paix sera conclue à Rastadt, et les Plénipotentiaires Allemands, ne s'élevant pas au dessus de la sphère de l'intérêt qui les environne, croiront avoit fait des merveilles, ne prévoyant pas que le France n'aura eu une modération aussi opposée à ses principes, que pour ne pas trouver d'obstacles à son grand projet de la descente en Angleterre, dont le succès entraînerait une banqueroute générale et la ruine de toute l'Europe.

Ici s'ouvre, pour le Dannemark, un intérêt maritime et commercial, aussi important que son danger territorial. Un Décret des Conseils et du Directoire Français vient déjà de porter un coup fatal à son commerce. Que sera-ce, si les Français anéatissent la puissance anglaise, démembrent ses états, se font

céder ses principales colonies, détruisent sa marine, et plongent l'Angleterre dans une démocratie anarchique ? Ces Républicains inquiets et insatiables seront des dominateurs de la mer bien plus exigeants que les Anglais. Aucun pavillon ne pourra flotter sans leur permission ; toutes les puissances maritimes seront leurs tributaires ; aucune ne sera à l'abri de leur atteinte. Ils regarderont le péage du détroit du Sund comme un droit féodal ; ils régenteront dans Copenhague, dans la Baltique, dans l'Elbe ; ils se feront livrer exclusivement toutes les matières premières de la marine par les puissances du Nord ; et la démocratie achêvera sur mer ce qu'elle a commencé avec ses armées de terre.

L'influence de la négociation de Rastadt n'est donc pas toute seule le salut, ou la parte du Dannemark. Ce Royaume a donc, en outre, le plus grand intérêt, non seulement à ce que la descente en Angleterre ne réussisse pas, mais encore qu'elle n'ait pas lieu. Il faut, ou que le Dannemark, comme puissance maritime et commerçante, force la France à retirer son décret tyrannique contre la libre navigation des vaisseaux neutres, soit par une neutralité armée très-active, soit en se joignant à l'Angleterre, la Russie et la Suède, pour faire échouer tout projet de descente.

Il faut que la Russie, la Suède et le Dennemark soyent forcément médiateurs des négociations de Ra-

stadt; que les Plénipotentiaires du Pape, de Naples, des Cisalpins, du Roi de Sardaigne, de la Toscane, de la Ligue Helvétique, des Etats-unis de l'Amérique, de l'Espagne, du Portugal, de l'Angleterre y soyent admis; que ce Congrès, au lieu d'être simplement celui de l'Empire, devienne le Congrès de l'univers; qu'un armistice sacré soit établi, jusqu'à sa conclusion; que cette conclusion produise une *Paix Générale*, qui non-seulement stipule les intérêts topographiques respectifs, mais assure l'existence politique de tous les peuples qui y concourront.

Enfin, le Dennemark ne peut être sauvé que par une guerre générale, ou par une paix universelle.

CHAP. IX.

L'Angleterre.

Aucune puissance n'est plus menacée par le génie révolutionnaire, aucune ne peut ressentir plus funestement la maligne influence de la révolution française, aucune ne peut être plus promptement écrasée, ou sauvée par les résultats du Congrès de Rastadt que l'Angleterre.

Sans retracer, ni les causes, ni les événemens d'une guerre terrible, qui a trompé les calculs et les espérances de toute l'Europe, on ne peut qu'admirer l'espèce de contre-poids de succès, qui a tenu la balance égale entre la France et l'Angleterre, en montrant constamment l'une invincible sur terre, et l'autre sur mer. Ces deux nations ont fait de grandes conquêtes, chacune sur son élément; toutes deux, lorsque les autres sont épuisées et découragées, développent plus d'énergie et de ressources, parce que ce sont les deux seules qui connaissent la réalité du mot *Patrie*, par conséquent chez lesquelles le patriotisme soit un mobile universel.

Nous allons voir bientôt si les Suisses, qui ont ont pareillement une patrie et un gouvernement représentatif, qui identifie le sujet au Souverain, sont susceptibles du même patriotisme. Si cela n'est pas, il faudra attribuer cette absence de vertu avec

les mêmes mobiles, au vice de la constitution fédérative, qui, par la subdivision d'intérêts particuliers, absorbe l'intérêt général, comme la Hollande et le Corps-Germanique nous en fournissent l'exemple frappant.

Dans cette lutte acharnée entre les Français et les Anglais, la gloire des premiers a été plus difficile à acquérir et plus brillante. Les Français ont montré plus de courage, les Anglais plus d'habileté. Les Français ont eu tout à créer; les Anglais avaient une excellente marine. Si les Français n'avaient pas eu à soutenir une guerre universelle, qui occupait tout leur génie et toute leur population, ils auraient en peu de tems égalé, et peut être surpassé les Anglais en nombre de vaisseaux et de matelots. Deux époques assez récentes en sont la preuve.

Louis XIV, dont l'ambition aspirait à la gloire universelle, avait voulu avoir une marine; en peu de tems il en a créé une. Louis XVI, pour secourir les Américains, avait besoin de vaisseaux; en deux ans il en avait porté le nombre à quatre-vingt. Mais comme Louis XVI faisait alors contre l'Angleterre une guerre de coalition, il a éprouvé tous les malheurs résultans des plans combinés contre un ennemi qui n'a qu'un seul intérêt, une seule volonté, une seule action. En 1779, la descente en Angleterre a manqué par la lenteur Espagnole. Une autre fois, la défection des Hollandais a nui aux opéra-

rations. La cupidité et la division firent perdre une bataille décisive, et tous les efforts du dernier roi de France furent perdus.

Dans cette guerre révolutionnaire, la marine française a été désorganisée. Vingt vaisseaux, livrés avec Toulon, l'ont affaiblie, deux batailles navales l'ont achevée. Tout le génie, tout le courage, tous les efforts des Français se sont dirigés contre les peuples voisins qui menaçaient leur liberté. Leurs armes victorieuses ont porté au loin la terreur et le ravage. Ils ont abandonné aux Anglais l'empire de la mer, sans cependant rester entièrement inactifs. Leurs corsaires ont fait essuyer de grandes pertes au commerce anglais, tant dans les mers de l'Inde que dans celles d'Amérique et d'Europe. Une Escadre a détruit les pêcheries de Terreneuve; ils ont reconquis la Corse; ils ont chassé les Anglais de la Méditerrannée. Ils ont rétabli leur marine à Toulon; celle de Brest se remonte, et ils en ont conquis une à Venise et à Corfou; enfin, ils s'occupent très-sérieusement d'une descente en Angleterre.

Il faut être très-imprudent pour regarder ce projet comme une chimère. Si la guerre reprend, il est certainement inexécutable; mais si les Français n'ont plus à faire qu'aux Anglais, ils parviendront à leur but par leur persévérance. La partie mécanique de la marine peut s'acquérir avec de l'argent

et des bras. La partie technique s'apprend par la pratique, la gloire et les récompenses. Les Français ont un génie entreprenant et hardi, qui les rend susceptibles de tous les genres d'instruction et de travaux. Ces réflexions ne peuvent pas échapper au gouvernement anglais, et doivent lui causer de grandes inquiétudes.

L'Angleterre, après avoir éprouvé par ses propres troupes, sur-tout à Toulon et à Dunkerque, l'invincibilité des Français sur terre, a vu ses alliés l'abandonner, l'un après l'autre, après l'avoir épuisée par de grands subsides. Le Congrès assemblé à Rastadt est fait pour lui enlever ses derniéres ressources, en la privant de toute diversion. L'influence des résultats de ce Congrès sur le sort de l'Angleterre est décisive.

Si la paix se fait entre la France et l'Empire, les vaisseaux anglais, déjà expulsés de la Méditerranée, n'auront plus un seul point de relâche dans toute l'Europe. Le commerce de Brême, de Hambourg, de la Baltique et du Nord leur sera fermé. Le corsairage se multipliera de tous les ports qui sont encore neutres. Leurs manufactures, déjà languissantes, tomberont entièrement. Les denrées de leurs immenses colonies seront interceptées, ou resteront encombrées dans leurs magazins, pendant que l'entretien forcé de nombreuses escadres ruinera l'Etat.

L'opposition au gouvernement, l'esprit révolutionnaire, le mécontentement des nombreux ouvriers sans travail et sans pain, la décadence du commerce, la méfiance que les cessations de payement et les banqueroutes partielles produiront dans les transactions mercantiles, l'embarras de la Banque, l'activité des Français à fomenter la discorde dans les trois Royaumes, la nécessité d'entretenir une nombreuse armée pour mettre les côtes à l'abri des insultes, la cherté de cette dépense, le danger de tenir armée toute la nation, au milieu de l'esprit de discorde et d'innovation qui l'agite: cette réunion de calamités réelles suffit pour épuiser les ressources et le courage de la nation, qui tire toute sa force de ses richesses et de son commerce, quand même les Français n'employeraient pas contr'elle des mesures plus décisives.

Que sera-ce si les Frauçais, tournant toute leur force et leur industrie vers la marine, s'attachent opiniâtrement à l'exécution d'une descente?

Il faut ici arracher le bandeau de l'illusion, et prouver que cette descente est possible. Ces citadelles flottantes, qui font la confiance de l'Angleterre, sont sujettes aux caprices de l'élément sur lequel elles stationnent. On a vu une escadre échapper à deux flottes Anglaises, porter le corps de troupes commandé par le Général Hoche dans la Baye de Bantry, d'où il n'a été repoussé que par les vents,

ayant eu plus de quatre jours libres pour effectuer la descente. Si elle eût réussi, s'en était fait de l'Irlande ; elle se séparait de l'Angleterre, et devenait son ennemie.

On a vu une flotille de quatre frégates aller vomir sur la côte de Galles l'écume des bandits de la France, sans qu'on puisse encore deviner le but de cette hideuse expédition, qui a porté l'effroi jusques dans la capitale, parce que le telescope de la peur des uns, et du désir des autres, grossissait les objets. Ces deux essais ont été faits, l'un en dehors, l'autre à l'ouvert de la Manche, et il ont réussi.

Tous les marins savent que ce canal, retréci entre deux terres élevées, a un courant constant de trois lieues à l'heure, soit de marée-montante, soit de marée-descendante ; que les vents y sont constans et périodiques d'Est en Ouest et de Ouest en Est ; que leurs variations sont légères et de peu de durée ; que par conséquent une escadre ne peut jamais bloquer un port par une station fixe, parce qu'elle est entraînée par les courants et les vents, sur-tout quand ils sont réunis dans la même direction ; qu'il faut une habilité extrême et un travail très-fatigant pour croiser continuellement, afin de conserver le dessus du vent, et de n'être pas entraîné par les marées au dessous de sa station ; qu'il est nécessaire de faire des relâches fréquentes

pour faire de l'eau, mettre les malades à terre, et reposer et ranimer les équipages.(*)

Tous les Marins sçavent que dans les parties les plus retrécies de la Manche la traversée d'une côte à l'autre, avec l'aîde du courant et d'un vent fait, n'exige que plusieurs heures; qu'une nuit suffit pour arriver d'une côte à l'autre; que le Canal est très-souvent couvert de brouillards qui peuvent encore favoriser le départ et l'arrivée. Voilà ce que tous les marins sçavent; aucun d'eux ne doute qu'un vaisseau, partant de la côte de France pour arriver à une destination fixe en Angleterre, peut échapper aux croiseurs.

On objectera que ce qui est possible pour un vaisseau ne prouve rien pour une expédition qui demande un grand rassemblement de soldats, de canons, de chevaux, de munitions, de vivres, de vaisseaux de transport, de bâtiments de guerre. Cette objection, qui paraît forte, n'est que plausible.

Il y a deux manières d'exécuter la descente en Angleterre; l'une, d'une armée complette, portée sur des navires marchands, convoyée par une

*) On a vu, pendant la guerre de 1778, les Escadres de Johnstone et de Carteret se dépiter contre la station peu lucrative et trop fatigante de la Manche, passer du murmure à la révolte, et forcer leurs Commodores à rentrer dans les ports.

flotte de guerre nombreuse, essayant de vive force de gagner la côte d'Angleterre, de repousser les flottes qui voudraient empêcher le passage et les troupes qui voudraient s'opposer à la descente, et de protéger ensuite par sa formidable artillerie, l'établissement de cette armée jusqu'à ce qu'elle n'ait plus besoin de secours maritimes, soit pour son établissement, soit pour sa subsistance.

Cette manière n'est pas d'une execution physiquement impossible, mais la supériorité des Anglais est si grande en habileté et en forces navales que toutes les probabilités sont contre le succès d'une pareille tentative.

1°. Il n'y a pas un port français dans la Manche où l'on puisse établir un pareil rassemblement. Il faudrait donc le diviser en plusieurs ports, comme cela a été très-mal arrangé, en 1779, entre le Havre, St. Malo et Brest.

2°. Il faut une rade fermée, ou un mouillage défendu, où l'on puisse rassembler tous ces points divisés, sous le convoi d'une grande flotte de guerre, pour partir ensemble, et il n'en existe aucun pareil sur la côte de France. Cherbourg même est insuffisant.

3°. Les préparatifs ne peuvent être que très-lents et très-dispendieux. Le projet sera connu; les croisières et les stations des Anglais seront décidées par les énormes apprêts; et le cabotage

nécessaire, entre le point de réunion et les autres ports, sera facilement intercepté par les Anglais.

4°. Le point de la côte anglaise, menacé par le point de départ connu, sera fortifié avec plus de soin, renforcé de plus de troupes d'artillerie.

5°. Les vents, favorables au point de départ du convoi, seront contraires à la jonction de la flotte de guerre qui doit convoyer.

6°. La flotte anglaise, bien instruite des préparatifs, pourra à son choix attaquer la flotte française, soit avant sa jonction avec le convoi, soit après cette jonction qui l'embarrassera : dans l'un ou l'autre cas, si la flotte française est battue, l'expédition sera manquée, soit que le convoi soit resté dans les ports, soit qu'il soit détruit à la suite de la défaite ; et toutes les probabilités indiquent que les Français seront battus.

7°. Si avant, ou pendant le combat, l'armée convoyée atteint la côte d'Angleterre, et tente la descente, son sort dépendra de l'issue du combat naval, et elle trouvera à terre d'autant plus de résistance, que les Anglais compteront sur la proximité du secours de leur flotte.

8°. Enfin, quoiqu'en disent les Français, s'ils éprouvent un mauvais succès, ruinés par un aussi grand effort, dépouillés de leurs dernières forces navales, ils ne recommenceront plus une entreprise aussi téméraire, et ils termineront avec honte une guerre

soutenue avec tant de gloire, et tous leurs lauriers seront submergés ; leurs colonies, ainsi que celles de leurs alliés, seront la proie de leurs fiers ennemis ; et peut-être les puissances auxquelles ils auront imposé des loix trop dures à Rastadt profiteront de leur désastre pour les attaquer de nouveau.

L'autre manière de tenter une descente en Angleterre est partielle ; elle peut s'exécuter de divers points, à la fois, ou l'un après l'autre. Elle n'exige ni grands vaisseaux de transport, ni vaisseaux de guerre pour escorter. Ses préparatifs, disséminés depuis la Hollande jusqu'à Brest, menacent plus de points, ont moins d'éclat, sont moins chers et plus faciles.

Des chaloupes canonnières et bombardières, quelques frégates ou corvettes constituent toute la force navale, qui ne doit servir que contre les batteries de la côte. Des chasse-marées et des bâteaux pontés peuvent porter facilement les troupes, leurs canons et affûts en lest, leurs munitions et pour huit jours de vivres. Il existe plus de quinze cents de ces chasse-marées sur la côte française de la Manche, depuis Brest jusqu'à Dunkerque, et presqu'autant de Dunkerque à l'Oostfrise. Chacun de ces bâteaux, pour une traversée de vingt-quatre heures, peut porter en Angleterre cent hommes avec une pièce de canon, son affût et ses munitions à fond de cale. Ces bâteaux échouent sans danger ; le débarquement se fait aisé-

ment. Ils sont excellents voiliers ; les matelots sont hardis ; les patrons connaissent parfaitement les côtes anglaises. On peut réunir très-facilement en trois jours de tems deux-cents de ces bâteaux dans tel point de la côte que l'on voudra. Le rassemblement des troupes peut se faire en aussi peu de tems à point nommé. L'embarquement de l'artillerie démontée, de quelques chevaux avec leur fourage, des munitions, des vivres secs, des médicamens, peut se faire en trois heures, le débarquement se faire en aussi peu de tems.

Quarante chaloupes canonnières du nouveau modèle, portant chacune deux pièces de douze et quatre chevaux, en font l'avant-garde, et s'embossent sur l'estrain-même au moyen de leurs fausses quilles. Elles couvrent la plage de feu, et donnent toute facilité à faire la descente sans inquiétude. Dix sacs à terre par homme, autant de palissades et des outils donnent des moyens pour se retrancher.

Une pareille flotille peut porter facilement en Angleterre dix-mille hommes d'Infanterie et cinq-cents chevaux ; et étant maîtres du tems du départ, il est presqu'impossible que les croiseurs interceptent le passage. Une partie des chaloupes canonnières reste embossée avec les troupes ; les autres avec les chasse-marées retournent au point d'où elles sont parties, pour revenir toutes les nuits en détail approvisionner le camp retranché, dont les vaisseaux en-

nemis ne peuvent pas approcher, tirant trop d'eau, et n'osant pas s'exposer aux batteries à boulets rouges du camp et des canonnières embossées.

Il existe sur la côte méridionale et orientale de l'Angleterre, qui est très-dentelée, une infinité de points susceptibles d'une telle descente, dont les Anglais ne connaissent peut-être pas eux-mêmes toute l'importance. Ainsi ce moyen de descente peut se multiplier sur plusieurs points de la côte d'Angleterre avec le même secret, la même célérité, le même succès.

On objectera qu'un corps de dix-mille hommes est une poignée de monde, qui ne peut pas résister à la nombreuse armée que les Anglais rassemblerontcontre lui. Cela serait vrai, si cette multitude pouvait tout-d'un-coup se porter contre les Français avant qu'ils fussent retranchés; mais c'est ce qui ne peut pas être: une fois retranchés, il faut les assiéger régulièrement.

Un pareil nombre d'hommes a arrêté, pendant deux mois dans les retranchements de terre du fort de Kehl, une armée autrichienne, nombreuse, victorieuse alors, plus aguerrie que les Anglais, pourvue d'habiles Ingénieurs, d'une bonne artillerie de siège et d'excellens canonniers. Les Anglais ne peuvent pas se flatter d'emporter d'emblée des retranchemens garnis de dix-mille français aguerris et d'une formidable artillerie.

Une fois jetés dans les lenteurs d'un siège, sans

expérience de ce genre de guerre, sans Généraux habiles, sans Ingénieurs, sans artillerie de siège, craignant de pareilles expéditions sur plusieurs autres points de la côte qu'ils n'oseront pas dégarnir; le patriotisme des milices se refroidira, la dépense augmentera, le commerce sera anéanti, les banqueroutes particulières, la cessation forcée des payements, la consternation des villes, des campagnes, des manufacturiers, et sur-tout le mécontentement du peuple et le génie révolutionnaire, amèneront le désordre et le cahos. Alors la ressource des Anglais, même avant une défaite, sera une paix humiliante et chèrement achetée, en supposant que les Français, qui n'ont pas la vertu de se borner dans leurs victoires, ayent la modération d'y consentir.

Supposons le cas le plus favorable à l'Angleterre, que les Français soyent repoussés à la première tentative; ce ne sera sûrement pas au moment de la descente. Tout homme qui connaît la guerre sçait qu'il est impossible d'empêcher une descente: ce sera donc à la suite du siège de leurs retranchemens qu'ils y seront forcés, et passés au fil de l'épée, ou faits prisonniers. Que fera à la France la perte de dix-mille hommes qui en auront coûté au moins autant à l'Angleterre? Elle rectifiera ses mesures, et recommencera.

Il faut conclurre. 1°. Qu'une descente en masse en Angleterre, ou en Irlande, est sujette á d'énor-

mes difficultés et de grands inconvéniens, mais qu'elle n'est pas physiquement impossible ; qu'une armée de soixante à quatre-vingt-mille hommes, une fois passée en Angleterre, peut y subsister, sans avoir besoin d'être ravitaillée par mer ; que par la disposition du peuple anglais, par l'ascendant que prend dans toute l'Europe la démocratie, elle trouvera des partisans et des ressources dans un pays riche, abondant et tout ouvert ; qu'une pareille armée suffit pour marcher à Londres, soumettre l'Angleterre, abattre le royalisme, et changer la constitution.

2°. Qu'une ou plusieurs descentes partielles sont d'une exécution bien plus facile, font presque le même effet, et forment l'avant-garde de la grande descente, en lui assurant une tête-de-pont.

3°. Que la seule menace d'une grande descente tient toute l'Angleterre en échec, la ruine par des croisières très-fatigantes, par l'armement des côtes et par une *Standing-Army* ; que l'Angleterre ne peut pas soutenir cet état de perplexité, aussi long-tems que la France peut en continuer le simulacre.

4°. Que la menace d'une grande descente ne peut cesser, que par une guerre générale contre la France, qui occuperait ailleurs les forces destinées à ce projet, ou à ce simulacre, ou par la paix universelle ; que c'est à Rastadt que l'une ou l'autre doit être décidée ; qu'ainsi le sort de l'Angleterre dépend entièrement du résultat des négociations de Rastadt.

On a prouvé, au Chapître du Dannemark, que l'intérêt des puissances maritimes est que le projet de la descente en Angleterre, non seulement soit sans succès, mais cesse d'exister. Les puissances continentales y ont le même intérêt. La banqueroute universelle qui s'ensuivrait, tout le numéraire de l'Europe entre les mains d'une nation avide et sans frein, toute la puissance de terre et de mer réunie en elle, ne laisseraient plus aucune borne à son ambition et à sa rapacité, qu'on a toujours vu croître en proportion de ses succès. La chûte de tous les trônes, l'anéantissement de toutes les constitutions politiques, civiles et religieuses, en seraient le funeste résultat. La démocratie dévorerait l'Europe, et finirait par se dévorer elle-même.

CHAP. XI.

L'Espagne.

Cette puissance a passé par tous les degrés d'humiliation depuis la révolution française. Il était tout naturel que reléguée à l'extrêmité de l'Europe, n'ayant aucun secours voisin à attendre, toujours vaincus, effrayée des succès des Français et plus encore de leur révolution, elle se fût séparée de la coalition, et qu'elle eût fait sa paix particulière.

Mais pour trouver les motifs qui ont engagé la branche espagnole de la Maison de Bourbon à s'allier avec les meurtriers du Chef de sa famille contre l'Angleterre, il faut fouiller dans le cahos des intrigues de Cour et dans le foyer des passions ; car cette démarche était contraire aux intérêts de la nation espagnole et à la saine politique.

L'Espagne avait fait la guerre à la France, sans prévoir qu'il lui fallait une armée de terre ; elle en avait été punie par ses défaites. Cette première leçon ne l'a pas corrigée de son imprévoyance. Avant de s'engager dans une guerre contre l'Angleterre, elle aurait dû calculer que la marine française étant anéantie, tout le poids retomberait nécessairement sur elle ; que pour lutter avec un ennemi aussi for-

midable, elle n'avoit à opposer qu'une marine inerte et sans expérience ; que ses vastes colonies étaient ouvertes et sans défense ; que les retours de ses flottes d'argent seraient exposés au pillage, ou au moins à des retards, qui occasionneraient souvent de l'embarras dans ses finances.

Que pouvait-elle prétendre de l'issue de cette guerre, en supposant que les événements en fussent entièrement favorables pour elle et son alliée ? Envahir la Portugal et reprendre Gibraltar ? Mais ces deux expéditions ne peuvent réussir qu'avec le secours de l'armée française. Le danger du séjour d'une pareille armée en Espagne ne peut lui être que très-funeste ; il détruirait tous les avantages de ces deux conquêtes, en introduisant en Espagne la désorganisation morale et religieuse, ou en détruisant violemment, malgré la Cour, l'alliance incohérente des deux nations, par l'antipathie naturelle des deux peuples, et par l'indignation des préjugés espagnols contre l'immoralité des nouveaux Français.

Ces deux expéditions seraient lentes, dispendieuses et incertaines ; leurs fraix immenses retomberaient sur l'Espagne seule ; il faudrait encore récompenser les Français par de nouvelles cessions, qui vraisemblablement ouvriraient les colonies espagnoles de Terre-ferme à la funeste activité des Français. En supposant même que ses colonies restassent intactes, et que les compensations se fissent

aux dépens de Portugal, les Français exigeraient au moins le Brésil, en tout ou en partie. Et quel voisinage !

Faire réussir, par la réunion de leur flotte, le projet de descente des Français en Angleterre ?

Aucune des nations de l'Europe n'est réellement plus intéressée que l'Espagnole à ce que les Français échouent dans un projet qui leur donnerait l'empire de la mer, et les rendrait les maîtres de l'univers. L'Espagne peut éprouver quelquefois de la part du fier gouvernement Anglais des humiliations et même quelques vexations : mais l'Angleterre ne peut jamais avoir le projet, ni de détruire son commerce, ni de conquérir ses colonies. Elle est elle-même intéressée par ses propres relations mercantiles à ménager l'Espagne, et à user de sa supériorité avec modération.

Il n'en est pas de même de la France. Si elle réussit à envahir et désorganiser l'Angleterre, elle soumettra l'Espagne à son joug comme la Hollande et la Suisse, ou bien, si elle veut trop tard secouer ce joug, elle lui fera ressentir le poids de sa colère. Le moins qui puisse lui arriver, c'est qu'elle s'empare, bon-gré, mal-gré, de son commerce des Indes, et qu'elle se donne des stations fixes au Mexique et au Pérou. Alors l'esprit révolutionnaire, dont la marche est indépendante de la politique du gouvernement Français, qui souvent précipite et croise les

démarches de ce gouvernement, mais qui ne se laisse jamais diriger, commencera ses travaux apostoliques parmi les Indiens opprimés et les colons mécontens. L'active démocratie égorgera les Vice-rois, rompra tous ses liens avec la métropole, fera le commerce exclusif des denrées de l'Europe avec ses instituteurs, et l'empire des Indes sera perdu.

L'Espagne elle-même sera catéchisée en même-tems que ses colonies; la démocratie ébranlera le trône du Roi d'Espagne, et brisera ses vingt-deux Couronnes. Ce beau pays se divisera en autant de républiques que de provinces, fédéralisées, ou non. Tel est le système que les Français développent en Italie. Telle est la vraie politique de la *république-mère*. Détruire les Rois, démocratiser, former des petites républiques, mais empêcher les grandes réunions nationales, pour dominer toujours et par-tout.

Il y a un grand avantage à ce système, c'est que ce seront autant de tributaires, qui en diminuant les impôts du peuple français, rendront toujours son trésor abondant.

L'Espagne est jetée en ce moment hors de son cercle politique, et doit desirer d'y rentrer. L'alliance de son Roi avec la République française est monstrueuse, onéreuse et dangereuse. Ses discussions avec l'Angleterre ne sont que des bagatelles, comme le prouve la légèreté des griefs étalés dans son manifeste. De la part des Anglais, il ne s'agit que

de la vanité du Roi d'Espagne ; de la part des Français, il s'agit de son existence.

Le salut de l'Espagne dépend donc de celui de l'Angleterre, et par conséquent des résultats du Congrès de Rastadt, de la guerre générale, ou de la paix universelle.

CHAP. XII.

Le Portugal.

Le Portugal, satellite de l'Angleterre, est, comme toutes les puissances du second ordre, entraîné, par le tourbillon de sa planète, dans la commotion générale de l'Europe. La conduite violente de la France à son égard, la violation du droit des gens dans la personne de son ambassadeur, la hauteur que le Directoire Français employe en négociant avec cette Cour, la dureté des conditions qu'il lui impose, tout doit irriter l'honneur national des Portugais, qui en avaient tant autrefois, et doit leur faire une loi de ne céder qu'à la dernière extrêmité.

L'orage qui menace le Portugal est violent; mais il existe bien des chances en sa faveur, et il doit au moins attendre le résultat du Congrès de Rastadt pour se décider. Employer le tems avec célérité est la vraie politique des forts. Gagner du tems, est l'unique ressource des faibles. L'Espagne seule n'est pas en état de soumettre le Portugal, défendu par une armée de quarante-mille hommes, et par un nombre double de milices, qui s'estiment, au moins, autant que les Espagnols.

Ce n'est pas même intérêt de la Cour d'Espagne d'entreprendre seule l'expédition du Portu-

gal, qui absorberait toutes ses forces militaires, sans certitude de succès. Si elle avait le malheur d'en faire la conquête, elle donnerait de la jalousie à la France, qui exigerait au moins d'elle la cession du Brésil. Si elle ne réussissait pas, ce qui est bien plus apparent, elle serait épuisée et à la merci de la France. Si cette guerre, une fois engagée, traînait en longueur, ce qui est vraisemblable, la France joindrait *forcément* à l'armée espagnole des troupes auxiliaires, sans que l'Espagne osât refuser ce dangereux secours.

L'intérêt de l'Espagne est donc de ménager le Portugal, de prendre tous les moyens politiques de temporiser pour éviter une rupture ouverte qui l'oblige à faire la guerre à ce petit royaume, son allié naturel; de contenir le plus long-tems qu'elle pourra la pétulance française et de lui opposer sa médiation, pour terminer, sans coup férir, les affaires du Portugal avec la France.

Le Directoire Français menace depuis long-tems de faire marcher une armée au travers de l'Espagne, pour aller conquérir le Portugal; elle vient d'y destiner une section de l'armée d'Italie; et le Général Augereau, sous ce prétexte, vient de perdre le beau commandement de l'armée du Rhin, et de recevoir ordre d'aller se mettre à la tête de l'armée des Pyrénées.

Mais la France n'est pas encore quitte de tous

ses embarras sur le reste du continent, et ne le sera que par la conclusion du Congrès de Rastadt, qui doit donner pour résultat, ou la paix de l'Empire, ou la guerre générale. L'affaire de Rome lui donne de nouvelles occupations. L'affaire de la Suisse employe une division assez forte de l'armée d'Italie. Le projet de la descente en Angleterre occupe la plus grande partie de ses forces. Le Directoire ne peut dégarnir, ni l'intérieur, ni Paris. Il ne paraît pas que ce moment soit favorable pour aller jeter une armée à deux-cents lieues de ses frontières, sans communication maritime.

La Cour d'Espagne ne peut voir qu'avec autant d'effroi que de répugnance une armée française traverser ses états pour aller en Portugal. Le Directoire Français n'a point d'argent pour l'entretien de cette armée, qui tomberait à la charge de l'Espagne. Celle-ci serait obligée d'y joindre ses propres troupes, qui seraient bientôt empestées par le contact de ces soldats révolutionnaires. La nation espagnole, ou adopterait les opinions de ces hôtes prédicateurs, ou s'indignerait contre leurs principes et leur conduite. La Cour d'Espagne courrait le risque, ou de la désorganisation complette de son armée et de la défection de ses sujets démocratisés; ou de l'indignation des peuples, qui, rassemblant tous les griefs qu'ils ont de longue-main contre la Cour, dont la guerre malheureuse contre l'Angleterre n'est pas un

des moindres, se joindraient peut-être aux Portugais malgré elle pour se débarrasser de ces odieux auxiliaires : cette Cour se trouverait entre deux révolutions en sens contraires, et elle serait la victime de l'une ou de l'autre.

L'Espagne a donc le plus grand intérêt à traverser, par tous les moyens secrets, le projet d'expédition des Français contre le Portugal. La France, de son côté, est obligée de suspendre pour quelque tems l'exécution de sa menace, au moins jusqu'à la conclusion du Congrès de Rastadt : ainsi le danger n'est pas instant, et ne doit pas jeter le Portugal dans une démarche avillissante, qui ne le sauverait pas. Ce qu'il doit prévoir c'est que si les Français réussissent dans leurs projets contre l'Angleterre, s'ils anéantissent cette puissante rivale, une fois maîtres de l'empire de la mer, ils viendront le reprendre en sous-oeuvre.

La colonie de Cayenne, qui sert à présent de prison aux malheureux Français, de tous les partis, que le Directoire et les Conseils condamnent à la déportation, en attendant peut-être leur tour pour aller la peupler, reçoît continuellement de l'accroissement sur la terre-ferme de l'Amérique méridionale.

Les Français ont même stipulé, dans les conditions de la paix signée dernièrement à Paris et non ratifiée, une grande augmentation de territoire aux dépens de la colonie portugaise du Brésil.

Les trois Provinces du Para, de Maragnon et de Siarra, qu'ils ont occupées jadis, sont à leur convenance, et leur donneraient la possession des novelles et riches mines de Rio-Negro. Ce danger est très-imminent, et peut entraîner un jour la perte du Brésil, sans lequel le Portugal ne serait rien.

Le Portugal n'a donc, pour éviter sa ruine en Europe et sauver le Brésil, qu'un parti à prendre; c'est de montrer beaucoup de fermeté, de renforcer son armée, fortifier ses frontières, tenir avec constance à son alliance avec l'Angleterre, mettre sa marine en bon état, renforcer sa défensive, sur-tout dans la partie du Brésil limitrophe à la Guyanne Française, aller forcer le nid des déportés de Cayenne, s'emparer de cette colonnie pendant que les Anglais sont encore maîtres de la mer, et rapporter en Europe les Déportés, dont l'apparition ferait certainement beaucoup de peine, et peut-être plus de mal au Directoire Français. Cette expédition, entreprise; brusquement et secrètement, ne pourrait que réussir elle sauverait le Brésil, et étonnerait l'Europe.

Mais on ne doit pas s'y attendre. Il semble que toutes les nations qui ont combattu, ou qui ont à combattre les Français, voyent la tête de Méduse, et ne peuvent plus agir. Il est très-difficile de se bien défendre, quand on ne scait pas attaquer à propos.

Un autre plan de conduite que semble devoir observer le Portugal, c'est d'éviter toute hostilité avec l'Espagne, soit par terre, soit par mer, soit en Europe, soit contre ses colonies, ne fût-ce que pour desserrer les liens de son alliance avec la France, et jeter entr'elles une méfiance qui puisse la rompre, et ramener l'Espagne à sa politique naturelle.

Quelque parti que prenne le Portugal, soit d'attendre passivement sa destinée, soit de montrer de l'activité et du courage, son sort dépend de celui de l'Angleterre, par conséquent des résultats du Congrès de Rastadt, et de la guerre générale, ou de la paix universelle.

CHAP. XIII.

De l'Amérique-Unie.

Les états de l'Amérique-Unie, malgré le rapprochement de principes et d'opinions, malgré l'intérêt qu'ils ont témoigné à la révolution Française, malgré la prompte reconnaissance de la république Française, malgré les services considérables rendus pendant tout le cours de la guerre, malgré la préférence visible accordée au commerce et même au corsairage des Français, ont passé pour ennemis desqu'ils ont voulu être vraiment neutres, et n'ont pas pu échapper aux déclamations, aux manoeves incendiaires et aux provocations des Envoyés de la république française, ni aux décrets de ses Conseils, ni enfin au pillage de sa marine.

Les Députés extraordinaires, qu'ils ont envoyés à Paris pour terminer leurs différends, sont dans la disgrace du Directoire, qui retarde cette négociation; et on continue d'arrêter et de piller leurs vaisseaux, pour les forcer à rompre leurs traités avec l'Angleterre, à qui on veut aussi fermer les ports de l'Amérique-Unie. Il est cependant bien aisé de se convaincre que la balance du commerce pour les Américains est toute entière à l'avantage du com-

merce avec l'Angleterre, et que s'ils étaient forcés par des circonstances impérieuses à rompre leur système de neutralité, leur intérêt les devrait porter à se déclarer pour les Anglais, avec lesquels ils ont plus d'analogie, et qui, n'étant plus leurs maîtres, ont épuisé leur haine.

Il paraît très-impolitique de la part de la France de pousser à bout les tranquilles Américains, et de leur faire connaître leurs forces. Hors de l'atteinte des armées de terre, si le désespoir les rend guerriers, ils peuvent devenir le fléau de l'Europe. Les Antilles et les colonies des différentes puissances sont entièrement à leur disposition; ils peuvent facilement les affamer et les couquérir. Ils peuvent empêcher la pêche de Terre-neuve; ils peuvent désoler les côtes de l'Europe par leur corsairage. La guerre de mer a un attrait qui flatte deux grandes passions de la nature humaine, l'avarice et la méchanceté. Elle exige moins de forces, de préparatifs et de dépense que celle de terre; le mal que l'on fait est rapide et lucratif.

Les Américains ont alimenté les colonies françaises et par conséquent les ont sauvées. Ce service seul eût dû, aux yeux du Directoire français, effacer les petits griefs qu'on leur reproche, qui, bien considérés, ne sont pas des torts, mais au

contraire les justes procédés d'une neutralité prudente et pacifique.

Si on force les Américains à former une marine militaire, si on les oblige à mettre du canon sur leurs vaisseaux pour faire respecter leur pavillon, ils deviendront bientôt guerriers, et cesseront d'être une nation passive. Leur propre sûreté les rendra conquérants. Le Mexique et son golphe, les Antilles, Terre-neuve tomberont facilement dans leurs mains, et ils seront bien dédommagés des avanies qu'on leur aura fait souffrir très-imprudemment.

L'intérêt des Américains, pour soutenir leur existence pacifique et leur commerce florissant, est que la paix se rétablisse entre la France et l'Angleterre, à des conditions égales, et que, si l'une doit avoir une supériorité décidée sur l'autre, ce soit celle dont le gouvernement fixe porte sur des bases tranquillisantes pour leurs voisins et sur-tout pour le commerce maritime.

La sûreté des Américains est donc à présent attachée à l'Angleterre. Ils doivent craindre le contre-coup de la descente dont elle est menacée. Pendant les premières années de la révolution française, le penchant et les voeux des Américains étaient pour son succès. Depuis que les Français sont devenus conquérants et avides de butin, tout est changé. Ils ont aliéné tous les peuples.

Si l'Angleterre est envahie et désorganisée, l'Amérique sera forcée de ramper sous la puissance des Français.

Le sort de l'Amérique-Unie dépend donc de celui de l'Angleterre, et par conséquent de l'influence des résultats du Congrès de Rastadt, de la guerre générale contre les Français, ou de la paix universelle.

CHAP. XIV.

De la Hollande.

En réfléchissant à la position du peuple batave, on doute si on doit le considérer comme une nation, formant un corps politique séparé, ou comme un appendice, une fraction de la République Française. Son gouvernement est essentiellement influencé par le Miniſtre de France. Le pays jouit de la tranquillité de la servitude sous la protection d'un Général et d'une armée Française. Le port de Flessingue est entre les mains des Français, qui pour mieux prouver leur droit de communauté, ou plutôt de souveraineté, viennent d'y établir, le 5 Février, une douanne, dont les employés sont payés par la France.

Les Hollandais sont ruinés par la communauté d'intérêts politiques et d'affaires de commerce avec la France. Ils viennent de perdre une flotte de guerre, sortie fort mal à propos de leurs ports par les ordres de la France. Ils payent leur propre armée tenue en respect par l'armée française ; ils payent en outre l'armée française elle-même, qui occupe toutes leurs places fortes.

Il leur en coûte, pour jouir de ce genre de liberté, cent millions de contribution qu'ils ont d'abord payés à la France, la Flandre Hollandaise, Maestricht

et plusieurs autres places à la gauche de la Meuse que la France a gardées, Démérary, Essequibo, le Cap de Bonne-Esperance, l'isle de Céylan et tout leur commerce de l'Inde devenus la proie des Anglais.

Mais leur république est parfaitement démocratisée depuis le 22 Janvier 1798. Cette révolution s'est effectuée violemment par la minorité, comme partout. Les Députés, qui ont eu le courage de réclamer, ou la délicatesse d'abandonner leur poste, pour ne pas céder à la violence, ont été traités comme criminels et comme traitres à la patrie. Le Directoire, établi sur le même pied que celui de la France, a été proclamé dans toutes les Provinces, au milieu des acclamations de la terreur, ou du silence du désespoir.

Est-il un vrai Batave qui ne frémisse d'indignation en se voyant forcé de vivre sous le joug tyrannique d'une pareille liberté? En est-il un qui, par comparaison, ne regrette pas le Stathoudérat, qu'on lui fait faire le serment de haïr? Un peuple peut-il être libre sans être indépendant? Les Bataves sont-ils indépendants? Peuvent-ils faire la guerre, la paix, le commerce; peuvent-ils être neutres, sans le consentement du Directoire Français? Cette nation commerçante, à qui la neutralité est nécessaire pour son existence, peut-elle à son gré cesser d'épouser les querelles de la France? N'est-elle pas forcée d'en passer par toutes les loix du Directoire

Français contre ses propres intérêts ? Ne vient-elle pas aussi, par son ordre, de prohiber les marchandises anglaises à son détriment ?

Le sort de la république Batave, comme celui de la république Française, ne repose-t-il pas sur la tête de son Directoire et de ses deux Conseils ? L'intérêt de la nation n'est-il pas, comme en France, sacrifié à cette odieuse olygarchie ? Le sort des Bataves n'est-il pas précaire comme celui des Français, avec cette différence, qu'en France il dépend de la nation, qui peut le changer quand elle le voudra ; au lieu qu'en Hollande il dépend du gouvernement français ? La Hollande n'est-elle pas une république démocratique, uniquement parce que la France est une république démocratique ? Si demain la France se donnait un Roi, la Hollande ne serait-elle pas obligée de se donner un Stathouder ? Que sont donc les Bataves ? Ils sont devenus les singes et les bêtes de somme de la France. Quelle existence ! Sans oser se plaindre de leur sort, sans pouvoir l'améliorer, ils gémissent en secret, et fonte certainement des vœux en faveur de leurs ennemis contre leurs impérieux alliés.

Si l'expédition de la France contre l'Angleterre réussissait complettement, si cette puissance rivale de la France, contre laquelle les Hollandais vont aussi réunir leurs forces, était renversée, la Hollande serait ruinée, anéantie, elle n'aurait plus qu'une

grace à demander aux vainqueurs, celle de cesser d'exister comme nation, et d'être incorporée dans la grande république, en se nourrissant de l'espoir de voir sortir un jour de leurs marais un vengeur, lorsque les excès de la nation française auraient révolté toute l'Europe, et lorsque l'époque serait arrivée de voir ses crimes punis par le ressentiment de ses nombreux ennemis.

Au travers des maux affreux que la révolution française a fait à la Hollande, elle vient cependant de délivrer les Bataves de cette absurde fédéralité, qui divisait les intérêts et les volontés de ses sept petites provinces. La réunion de toute la république en un seul corps national indivisible est un avantage immense, qui peut un jour être le salut du peuple Batave. Il paraît-même assez impolitique à la France d'avoir favorisé cette réunion, qui, dans un tems plus heureux, peut donner, contre elle-même, au peuple batave une force d'ensemble qui lui manquait, et qui ne peut jamais exister dans une constitution fédérale.

Quelle que soit la forme du gouvernement que l'avenir prépare à cette nation, elle doit avoir la sagesse de garder cette précieuse indivisibilité nationale. Ce serait même l'intérêt du Stathouder, s'il en revenait un, de gouverner un peuple réuni.

L'intérêt présent, mais non pas l'intérêt futur, de la Hollande paraît lié à celui de la France, parce

que son sort y est enchaîné. Elle doit desirer que l'Angleterre humiliée soit forcée de lui rendre ses conquêtes. Mais elle serait bien plus sûre de cette restitution, si elle pouvait être détachée de la France par le rétablissement de la Maison d'Orange.

Mais les Bataves ne doivent-ils pas craindre que, si les Français venaient à bout de detruire la puissance anglaise, devenus maîtres absolus de la mer, ils ne se fissent céder une partie de cette restitution, au moins le port de Trinquemalé en Céylan, que la France a toujours convoité, comme une échelle de marine militaire, nécessaire entre l'Isle de France et la Côte de Coromandel et le Bengale ?

En supposant même que les Français eussent la générosité de leur restituer toutes leurs colonies, établis à Flessingue, maîtres des clefs de la Hollande par Maestricht, Bréda et la Flandre Hollandaise, débouchant l'Escaut, rétablissant le port d'Anvers, ne sont-ils pas les ennemis les plus dangereux de la Hollande, soit pour la commerce, soit pour la guerre ?

Alliés avec les Anglais, les Bataves peuvent rester libres et independants ; alliés avec la France, ils ne peuvent jamais être ni l'un ni l'autre. Mais on objectera qu'ils ne peuvent pas changer leur destinées ; qu'ils ne sont pas les maîtres de quitter l'alliance de la France, de se déclarer neutres, ou

de se lier avec d'autres nations, même par de simples traités de commerce. Cela est vrai, et c'est ce qui rend leur sort plus misérable, et plus insupportable aux vrais citoyens.

Ce n'est que par une guerre générale, si elle tourne à l'avantage des ennemis de la France, que les Bataves peuvent regagner leur colonies, leurs places frontières, Flessingue et leur indépendance. A la vérité, dans ce cas, ils recevont vraisemblablement aussi un Stathouder ; mais la nation serait indépendante et libre sous son propre chef ; l'ordre renaîtrait, le commerce refleurirait, les vrais citoyens respireraient et se réjouiraient, et cette heureuse révolution ne ferait tort qu'à quelques misérables et enragés démocrates, que le trouble a élevés, par la plus criminelle audace, aux places principales de l'état dont ils sont indignes.

Le sort des Bataves dépend donc aussi des résultats du Congrès de Rastadt, de la guerre générale, ou de la paix universelle.

CHAP. XV.

De la France.

Que dire de cette nation qui fait trembler l'univers, qui foule aux pieds toutes les bases sociales, qui traite de puérilités toutes les institutions humaines, qui entraînée de paradoxes en paradoxes à l'abnégation de tous les premiers principes, a brisé, comme chaînes de l'esclavage, les liens sacrés de la nature, de la religion, du mariage, de l'amour paternel et filial, qui prêche les mêmes dogmes par ses missionaires armés, qui révolutionne les peuples et les pille en même tems ?

Vouloir retracer la carrière dégoûtante des crimes et des cruautés, dont ses démagogues furieux l'ont souillée, serait entreprendre une satyre amère, qui n'appartient qu'à l'inflexible burin de l'Histoire : vouloir célébrer ses victoires et ses héros, serait une flatterie pernicieuse, qui est du ressort de la poësie.

Prenons la nation Française au point où elle est arrivée ; examinons sa consistence, son accroissement, son influence politique et morale sur l'univers, la solidité ou l'instabilité de son existence actuelle, ses dangers extérieurs, ses dangers intérieurs, et cherchons à préjuger quels peuvent être les resultats de la position où elle se trouve.

Une très-grande vertu s'est développée chez les Français par la révolution, c'est l'exaltation de l'âme. Environnés d'ennemis, ils ont fait face par tout ; par-tout ils ont déployé un courage héroïque des grands talents et les ressources de génie. Toutes les armées continentales ont fui devant leurs guerriers, ils ont parcouru en triomphateurs une partie de l'Europe, où jamais l'on n'avait vu flotter les drapeaux Français. Les Puissances étonnées de leurs succès, de leur audace, de leur infatigable persévérance, ont fait la paix séparément, l'une après l'autre. C'est aux portes de Vienne que l'Empereur a signé la sienne, comme Roi de Bohême et de Hongrie.

Congrès de Rastadt.

Il reste à faire la paix avec le Corps Germanique. Les nombreux Plénipotentiaires de ce Fantôme politique sont assemblés au Congrès de Rastadt, et y sont régentés par deux Plénipotentiaires Français, qui répondent par des notes laconiques et tranchantes aux humbles et diffuses remontrances des Députés de l'Empire. Ce qui se passe à Rastadt n'est qu'une illusion politique. Une double negociation déjoue tout ce qui s'y traite. Chacune des Puissances intéressées a un agent politique à Paris, qui traite à part de ses intérêts particuliers au détriment de la cause publique. On a dit autrefois

qu'au Concile de Trente, le St. Esprit arrivait dans une valaise. Il en est de même au Congrès de Rastadt. Le courier de Paris y apporte l'esprit politique qui doit décider le sort de l'Allemagne.

Le Congrès de dissoudrait sans rien conclurre, que cela serait encore égal ; et c'est-même ce que doivent desirer les membres les plus faibles de l'Association-Germanique, pour qu'au moins il leur reste la consolation de pouvoir protester, et pour que leur ruine ne soit pas sanctionnée par la forme juridique d'un Congrès pacificateur.

Le rôle que jouent les Plénipotentiaires Germaniques à Rastadt est si avilissant, même pour les Puissances supérieures, dont les arrangements sont faits indépendamment de ce Congrès, qu'il est étonnant qu'il ne soit pas déjà dissous.

Les Français, non seulement ont dicté les conditions de la paix, mais il les ont exécutées d'avance. L'occupation de Mayence, de la tête-de-pont de Manheim, du Fort de Kehl, de Dusseldorff, et vraisemblablement bientôt d'Ehrenbreitstein, est acheminement à la paix de l'Empire parce que cette ligne imposante refroidit le courage des puissances, qui pourraient être tentées de reprendre les armes pour arrêter leur ambition. Le Corps Germanique est un moribond, dont les parents partagent la succession avec un voleur étranger, qu'ils n'ont pas la force de chasser de la maison.

Le Directoire Français, pour précipiter la décision de cette paix, vient d'ajouter un argument irrésistible, c'est la révolution précipitée de la Suisse. Rien n'a été plus prompt, ni moins prévu. Une république *Lémanique*, fabriquée à Paris, s'est formée tout-à-coup. L'aristocratie Bernoise, dont le gouvernement, faible et despotique en même tems, ressemblait à celui de Venise, n'a pu opposer aucune résistance. Le génie révolutionnaire démocratique a saisi à la fois tous les Cantons. La démocratie a triomphé sans obstacle. Cette révolution Helvétique rapproche le génie révolutionnaire du centre de l'Allemagne, et tous les Souverains ont de profondes réflexions à faire sur cet exemple.

Il a fallu aux Français six ou sept ans d'essais et d'expérience pour créer un gouvernement démocratique représentatif. Ils ont encore éte en tatonnant dans la formation des républiques Cisalpine et Ligurienne. Mais à présent, ils ont perfectionné cet art. La révolution démocratique de la république Batave, de la Lémanique et de la Transjurane sont des chefs-d'oeuvres de célérité et d'audace.

Le Directoire Français peut diviser l'Allemagne, comme un Arpenteur divise une terre en portions à peu près égales; tailler une république, avec un nom de fleuve, ou de montagne, pour chaque partie divisée; envoyer ses émissaires, qui partiront à présent de points plus rapprochés; l'exécution suivra

sur le champ. Municipaliser, partager en départements, établir un Directoire-Exécutif provisoire et les gardes-nationales, former les assemblées primaires pour élire les représentans des deux Conseils, s'emparer des caisses publiques, des biens du clergé, confisquer les propriétés des aristocrates de toute espèce, c'est à-dire, des riches, réclamer la protection de la France, qui a déclaré qu'elle l'accordera à tous les peuples qui aspireront à la liberté : tout cela est facile, prompt et effrayant pour les peuples. Il est dans la nature humaine de haïr le liens, quelque doux, quelque justes, quelque nécessaires qu'ils soyent ; les hommes aiment l'indépendance et la nouveauté.

Les plans sont faits d'avance à Paris, et ne sont pas inconnus ; l'impulsion est donnée ; l'exemple séduisant ; les obstacles tardifs et maladroits ; les souverains effrayés et sans union. Si la paix se fait à Rastadt sur les conditions dictés par les Français, peu d'annés suffiront pour amener la démocratie universelle, qui commencera ses progrès par l'Allemagne, où elle à déjà pris de profondes racines.

Quoiqu'il en soit, il faut regarder le Congrès de Rastadt comme une représentation de pure formalité, la paix comme faite aux dépens de l'Empire, le Rhin comme limite de la République Française. L'Allemagne deviendra ce qu'elle pourra : revenons à la France.

L'Italie.

Il reste encore à la France à arranger l'Italie: elle a un prétexte, ou fortuit, ou prémédité, pour décider sous peu du sort de Rome théocratique, dont l'existence doit être insupportable aux adorateurs de la raison, aux Théo-philantropes, aux Athées. Si le Pape était une Antique, les Commissaires le rapporteraient à Paris, pour l'étaler dans la Musée nationale. Ils se contenteront de le dépouiller de sa dignité et de ses richesses. Les Romains formeront une petite république à l'instigation des Gallo-Cisalpins; et ils instigueront à leur tour les Napolitains et les Siciliens à former deux petites républiques démocratiques. Le Roi de Sardaigne, le Duc de Parme, le Grand Duc de Toscane disparaîtront ensuite pour fair place à d'autres petites républiques.

L'Italie sera déchirée par le régime fédéral, par des guerres entre tous ces petits états, pauvres, inquiets et jaloux, dépendants et tributaires de la grand république-mère, jusqu'à ce qu'un homme de génie réunisse indivisiblement cette nation régénérée et aguerrie, secoue le joug de la France, et la fasse repentir de sa manie révolutionnaire.

Voilà vraisemblablement le plan, encore secret, du Directoire Français sur l'Italie; voilà, d'après ce plan, ce qu'on peut présager sur le sort de cette belle contrée: il n'y a qu'une guerre générale contre la

France qui puisse changer cet ordre de résultats enchaînés l'un à l'autre, et qui puisse remettre l'Italie à peu près comme elle était.

Le Portugal.

Il reste encore à la France à terminer sa querelle contre le Portugal, pour enlever à l'Angleterre les ressources de son commerce et l'asyle de ses ports, surtout de celui de Lisbonne. Si le Portugal était aux pieds des Pyrénées, sa conquête serait prompte et facile ; mais sont éloignement y met des obstacles, qui seront, encore multipliés par la répugnance très-naturelle qu'a la Cour d'Espagne à voire une armée française traverser ses provinces, y vivre à ses dépens, pour aller envahir ce royaume voisin. On a détaillé, aux chapîtres d'Espagne et de Portugal, les intérêts très-considerables qu'ont ces deux peuples, à ce que cette funeste expédition n'ait pas lieu.

Mais aucune considération n'arrêtera le Directoire Français ; s'il a résolu cette expédition, le Général français traversera l'Espagne, l'armée espagnole se réunira à lui, la consternation saisira la Cour de Portugal qui se soumettra à toutes les conditions ; le Général français entrera en triomphe dans Lisbonne, reprendra le chemin de la France chargé d'un butin immense, laissera derrière lui en Portugal et en Espagne le germe de la révolution démocratique, et le Portugal restera tributaire de la République Française.

Quoique cette chaine de résultats soit d'une probabilité presque démontrée, s'il se trouvait un homme de génie à la tête de l'armée Portugaise, qui sçût tirer parti de la nature difficile du pays; si l'ancien honneur de cette nation, jadis si belliqueuse, se réveillait; si elle recevait à propos des subsides de l'Angleterre, elle pourrait tirer la guerre en longueur; défendre pied à pied ses montagnes et ses places fortes assez multipliées; ruiner l'armée Française; établir la discorde et la méfiance entr'elle et les Espagnols, et réussir peut-être, par l'exemple de sa fermeté, à rallier à elle les Espagnols contre leurs dangereux alliés; faire éprouver aux guerriers français des disgraces auxquelles ils ne sont pas accoutumés, et forcer le Directoire Français à se repentir de son imprudence de tenter aux deux extrêmités de l'Europe deux grandes expéditions à la fois, en portant la guerre aussi loin de ses frontières, pendant qu'il s'occupe de la descente en Angleterre: objet principal, dont la réussite entraine la réduction du Portugal, au lieu que le succès de l'invasion du Portugal n'influe en rien sur la descente en Angleterre.

L'Angleterre.

Il reste encore à la France à tenter l'expédition contre l'Angleterre. Le Directoire, à force de déclamations et d'accusations outrées, a réussi à animer la nation contre les Anglais. La cupidité, qui

voit tout l'or de l'Europe ramassé en Angleterre, se joint à la haine nationale. Le plan est fait, et aura lieu. Des préparatifs immenses se continuent avec une profusion extrêmement dispendieuse. Si l'entreprise n'a pas lieu, le trésor public est épuisé, le Directoire est perdu.

Buonaparte, le Scipion Français, (destiné peut-être à avoir le même sort) est chargé de détruire la moderne Carthage. L'habitude des succès fait qu'on ne prévoit pas même la possibilité d'une disgrace. Personne ne doute en France de la réussite de cette importante expédition. C'est un *coup-de-main* qu'on est pressé de terminer, parce qu'on est las de sept ans de guerre. C'est, à ce qu'on croit, le sceau de la paix universelle, la base de la solidité de la république démocratique, et la fin de toutes les calamités, qui, depuis l'instant de la révolution n'ont pas cessé d'accabler la France ; c'est la toison d'or, le couronnement de toutes les victoires, le prix de tout le sang, le comble de la gloire nationale.

Cette expédition aura donc lieu, et vraisemblablement dès le printems. On a détaillé, au chapître de l'Angleterre, ses facilités et ses difficultés. Si elle réussit, la republique Française sera la maîtresse absolue de l'univers. Tous les Gouvernements de l'Europe existeront sous son bon plaisir. Tous seront ses tributaires, et la nation Française

n'aura plus d'ennemis qu'elle-même, son orgeuil, sa cupidité, son luxe, son immoralité, ses discordes, son inconstance et sa démocratie outrée. Elle aura parcouru en peu d'années tous les degrés par lesquels la république romaine a passé en plusieurs siècles, pour arriver au sommet du pouvoir et un descendre précipitamment. Alors ce colosse trop pesant pour son piedestal d'argile s'écroulera, se brisera dans sa chûte.

Mais si cette expédition ne réussit pas, ce qui est très-possible, si la flotte invincible de l'Angleterre gagne une bataille décisive contre les flottes Française, Espagnole et Batave, réunies, ou séparément, si la nation Anglaise, aussi orgueilleuse, aussi énergique que la Française, aussi animée, par le patriotisme et la haine nationale, repousse l'armée Française aussitôt après sa descente, la détruit, ou la force à se rembarquer avec perte, ou lui coupe la communication avec la mer, l'affaiblit, la harcèle, l'affame, et finit par faire échouer cette grande expédition, qui ne peut être tentée en grand qu'une fois, et qui partiellement et en détail peut manquer dans l'exécution; alors la France est entièrement ruinée; tous ses lauriers sont flétris; ses alliés l'abandonnent, et se tournent contr'elle; les autres puissances de l'Europe l'attaqueront de tout côté; elle aura perdu la fleur de ses guerriers et la réputation de ces armes; elle sera sans argent, et les discordes intérieures achêveront sa ruine.

Un autre danger, personnel au Directoire et à ses deux très-soumis Conseils, résultera du désespoir et de la vengeance des troupes, qui se regarderont comme sacrifiées à la témérité at à l'ambition de cette olygarchie abhorrée. Ces soldats, à présent les seuls soutiens de son pouvoir tyrannique, se tourneront contre elle, et y seront excités par le vœu général de la Nation. C'est à Paris qu'ils iront chercher les récompenses et le pillage qu'on leur promet en Angleterre. Les Généraus eux-mêmes, ou seront les premières victimes de l'excusable fureur des troupes, ou partageront leur indignation et leur révolte.

Il n'est même pas nécessaire, pour attirer cette explosion militaire contre le Gouvernement actuel, que la descente en Angleterre se termine par une catastrophe honteuse pour les armes Françaises. Il suffit qu'elle soit trop long-tems retardée, ou abandonnée, après avoir été annoncée avec tant d'emphase. Le rassemblement de tant de militaires oisifs qu'on ne pourra plus payer, quand le tréser sera épuisé par ce dispendieux simulacre, excitera de même leur indignation, et les portera aux mêmes excès.

Le Directoire semble prévoir ce danger, et on peut regarder comme une précaution contre l'insurrection des armées le décret nouvellement rendu qui remet sur pied les gardes-nationales. C'est cependant pour ce décret, très-constitutionnel que

les malheureux Déportés du 18 Fructidor, ou 4 Septembre 1797, ont été déclarés traitres à la Patrie !

C'est par la force des bayonnettes que cette révolution s'est faite alors ; c'est par la même force que le gouvernement actuel sera détruit.

Ce chimérique milliard en terres, dont on avait, très-imprudemment, bercé les troupes, a déjà été converti par un décret en pensions viagères, qu'on leur promet. Mais croit-on qu'elles se contentent de cette transmutation de propriété réelle et immeuble en une pension viagère qui sera distribuée arbitrairement, qui sera payée, comme les autres pensions et rentes, avec des réductions, des lenteurs, ou de mauvais effets? D'ailleurs, si on n'a pas réservé le milliard en fonds de terre, sur quoi seront hypotéquées les sommes énormes de ces pensions viagères ? Qu'en résultera-t-il même, si on peut toujours remplir les conditions du décret ? Au lieu de faire des cultivateurs et des pères de famille de cette classe précieuse de braves guerriers, on les aura transformés en une masse de rentiers oisifs, célibataires par force, et par conséquent inutiles ou dangereux, et la nation en sera surchargée. Il ne fallait point tromper la nation, et encore moins les soldats. Ceux-ci si vengeront, et c'est leur rassemblement pour l'expédition d'Angleterre, c'est la rentrée des autres armées à raison de la paix continentale qui en fourniront l'occasion. — Voilà le jeu

dangereux que joue le Directoire avec son projet de descente en Angleterre !

Dangers Intérieurs.

Examinons à présent les dangers intérieurs de la France. Toute la nation déteste et méprise le gouvernement actuel ; mais elle est comprimée par la crainte du retour du régime de sang, qui serait la ressource de ce Gouvernement, s'il voyait éclater une insurrection générale ; il s'en élève continuellement de partielles dans tous les départements ; mais sans ensemble, sans chefs puissants et habiles, sans plans ; elles sont toujours éventées, étouffées par le massacre de leurs auteurs, et cependant elles renaissent continuellement. Cela prouve qu'il existe une fermentation et une indignation générales.

La démocratie ne règne que dans la partie la plus misérable, la plus turbulente de la nation ; les propriétaires, les artisans laborieux, les cultivateurs occupés l'ont en horreur ; mais quoique cette secte ne forme qu'une minorité, son activité supplée à son nombre, et le multiplie. Elle fournit au gouvernement des espions, des délateurs, des bourreaux, des assassins, des missionnaires, des prôneurs, des aboyeurs. C'est surtout dans les assemblées primaires qu'elle s'agite avec fureur, qu'elle fait taire, ou disparaître les bons citoyenes, qu'elle s'empare des élections ; c'est de son

sein que se tirent, depuis quelque tems, les membres des deux Conseils.

Elle infecte les armées, qui ne sont pas, comme dans les anciennes républiques, un choix de citoyens, mais un mêlange de toutes les nations. La plûpart des Généraux lui sont dévoués, ou le paraissent pour leur sûreté. C'est par cette influence démocratique que les Armées sont étrangères à la nation, et n'ont montré jusqu'à présent d'attachement qu'au gouvernement qui les a achetées.

Aussi les soldats Français sont-ils aussi terribles à leurs compatriotes qu'aux nations contre lesquelles ils font la guerre. Ils vivent dans leur patrie comme dans un pays ennemi. Ils se font nourrir *gratis*, voyent partout des aristocrates, pillent, menacent, insultent; c'est sur-tout à Paris qu'ils déploient leur dureté licencieuse. Mais le jour que la paix fera rentrer la plûpart d'entr'eux dans leurs foyers; que leur oisiveté et leur mécontentement les rapprocheront des plaintes et de l'oppression de leurs concitoyens; que leur intérêt redeviendra commun, ils tourneront le dos à ce gouvernement, qui les éblouit à présent par de petites récompenses et des grandes promesses, et après avoir été les instruments de l'oppression, ils deviendront les moyens de la déliverance.

Cette époque paraît encore éloignée, mais le Français va vîte en révolution. Par quoi sera remplacé le gouvernement actuel? Par un autre gouver-

nement vicieux, qui en amènera encore un autre, jusqu'à ce que, de chûte en chûte, la nation Française reconnaisse qu'elle est trop nombreuse, trop avide de gloire, de luxe, de plaisirs, de jouissances, pour exister toujours sous un farouche régime démocratique, qui ne produit que des exagérations, de la frénésie, des agitations, des factions et des crimes ; qui détruit la sûreté personnelle et celle des propriétés ; qui anéantit tous les liens sociaux ; qui, sous le nom de la liberté, tyrannise avec l'impudence la plus grossière ; qui, plusieurs fois par an, renverse ces Démagogues méprisables, en élève d'autres plus méprisables encore ; qui recrute la population de la France, épuisée par ses fureurs, par la guerre, par les massacres, par l'émigration, par le bannissement, par la déportation, avec l'écume de toutes les nations de l'univers ; qui déguise l'égalité politique sous les dehors les plus dégoûtants d'une fraternité sauvage ; qui assomme et pille avec la licence la plus barbare au nom de la patrie ; qui donne à la génération présente l'exemple de tous les vices, et à celle qui suit une education féroce et insociale.

Les Francais se lasseront d'être le fléau et la terreur des autres peuples, dont ils auraient pu, et peuvent encore, être l'amour et l'espérance. Tous ces maux dérivent du gouvernement actuel, de son inquiétude, de sa fausse politique, de son ambition, de son incapacité, et sur-tout du besoin qu'il a d'a-

giter par la démocratie tous les états, toutes les villes, intérieurement, extérieurement, pour se soutenir.

L'inquiétude du gouvernement se voit dans les marches continuelles de troupes au travers de la république ; dans les dépenses énormes de corruption, d'espionage et de délation ; dans le choix des Commissaires du pouvoir-exécutif et de ses agents en pays étrangers ; dans l'intolérable persécution des malheureux parents d'Emigrés qui sont restés en France ; dans le choix des hommes tarés et condamnés, dont il s'entoure, et qu'il employe ; enfin dans tous les ressorts de sa ténébreuse tyrannie.

Sa fausse politique se démontre par la manie de républisaniser autour de lui ; de réunir des peuples divisés par une constitution fédérale ; de mettre dans les mains de peuples tranquilles des armes qu'ils tourneront un jour contre la France ; par les mesures hazardeuses de sa guerre de Portugal et de sa descente en Angleterre ; par le sacrifice, contraire aux principes de la constitution française, de la liberté d'une antique république, qu'il livre au despotisme du monarque autrichien, que, par cet agrandissement il rend formidable aux nouvelles républiques qu'il fonde en même tems en Italie ; par la réunion de la Ligue Helvétique en un seul corps de nation, à laquelle il donne une force d'ensemble, qui doit un jour devenir dangereuse pour la France, tandis que celle-ci avoit dans la faiblesse fédérale des Suisses le gage de la sûreté d'un tiers de sa frontière orientale.

Son ambition perce dans l'abus qu'il fait de ses victoires, pour incorporer violemment dans la république les peuples de la rive gauche du Rhin, qui montrent la plus grande répugnance à cette association ; dans la violation de la suspension-d'armes, pour s'emparer de Mayence, de Manheim, d'Ehrenbreistein et de l'Evêché de Bâle ; dans le département créé à Corfou, qui est une pierre d'attente de nouveaux projets révolutionnaires contre les Turcs ses alliés ; dans l'avarice, l'insolence et la dureté avec lesquelles il traite toutes les nations, nommément ses bons alliés les Américains ; dans ses pirateries contre les neutres, sanctionnées par un décret qui lui nuit autant qu'à eux ; enfin dans tous les abus de pouvoir qui produiront nécessairement un jour une insurrection générale de tous les peuples contre la France.

Son incapacité est prouvée par l'énormité de ses dépenses qui le font continuellement recourir à ce même agiotage contre lequel il crie, et qu'il fait quelquefois semblant de persécuter : dépenses, qui le mettent dans la dépendance des fournisseurs, dont les fortunes rapides et le luxe impudent découvrent à la nation indignée les gouffres, qui ont englouti ses trésors ; elle est prouvée, par l'impossibilité où il se trouve de rendre compte des énormes contributions de la Hollande, de l'Italie et de l'Allemagne, qui, bien ménagées, auraient dû suffire pour la

conduite de toute la guerre, et épargner le numéraire français qui s'est écoulé en pays étranger ; par le nombre prodigieux de décrets, de loix, de proclamations contradictoires, toutes sans effet ; pat la destruction poursuivie avec acharnement de l'ancien culte, auquel on a substitué des fêtes payennes, puériles, insignifiantes, ou qui présentent au peuple les plus viles prostituées à adorer, comme le type de la Divinité ; par la démoralisation nationale etc. etc. etc. . . . . ! !

Les victoires de la nation, sa gloire militaire appartiennent au soldat français, au bon esprit, au courage, au dévouement patriotique de la nation ; toutes les calamités qui accompagnent sa gloire militaire, sans en être compensées, dérivent du vice de son gouvernement. La Constitution est essentiellement bonne, mais elle n'est, ni connue, ni observée. Il ne devrait plus y avoir en France, ni aristocratie, ni démocratie. On ne devrait y voir qu'une patrie et des citoyens. Cette dénomination de démocratie est le mot de ralliement des Jacobins, des *sans culottes* et des terroristes. C'est toujours la même secte, elle a la même marche et produit les mêmes effets.

Un très-grand danger de la France, c'est la trop grande extention de ses limites. Les peuples Allemands qu'elle vient d'y enclaver détestent publiquement cette réunion. Jamais on ne parviendra

à plier

à plier leur simplicité aux ſubtilités métaphyſiques, à l'audace immorale de Paris. Ils ſeront toujours Allemands dans le cœur, et ſouvent on ſera forcé de les traiter en ennemis. Dans les guerres contre l'Allemagne, on les aura contre ſoi, au moins d'intention. On peut en dire presqu'autant des malheureux Belges, qu'on a tant opprimés, et des Bataves, qui ſont plutôt les ſujets que les alliés de la France. La Savoye et le Comté de Nice n'aſpirent qu'à dénouer le lien de fraternité dont on les a enchâinés.

Tous les bons politiques, tous les habiles militaires, tous les hommes juſtes, même en France, ont proteſté contre cette extention de territoire. Les Plénipotentiaires Germaniques à Rastadt on fort bien observé aux Français que le Rhin n'est pas une ligne de défense contre l'invaſion ; que ce fleuve peut ce passer, partout, quand et comme l'on veut.

Tous les politiques Français ont observé qu'une aussi grande étendue de territoire forcerait la France à entretenir une trop forte armée, rendrait la république trop militaire, lui susciterait trop de guerres, lui occasionnerait trop de dépenses, et pourrait un jour donner à des Généraux ambitieux la tentation et les facilités de renverser la république.

Les militaires habiles disaient que les anciennes frontières de la France étaient parfaites, hérissées de deux rangs de places-fortes inforçables ; que si des raiſons politiques engagaient à les outrepasser, il était absolument dans les règles de l'art de se donner la Meuse

pour limite, parce que la défensive en était concentrée, retrécie et facile entre Maestricht et Luxembourg; mais qu'il était dangereux militairement de porter sa défensive sur la ligne du Rhin.

Les hommes juſtes criaient que c'était aller contre les droits de l'homme, violer les principes de la constitution et les serments de la Nation, que de forcer des peuples à se laisser incorporer dans la république Française, sans être conſultés, et malgré eux; qu'il y avoit de la mauvaiſe foi et de la dériſion à proclamer la renonciation aux conquêtes, dans le tems-même où l'on abusait le plus du droit du plus fort. — Ceux-là ont été les moins écoutés.

Certainement, si dans les assemblées on consultait la nation, (à laquelle on dit continuellement qu'elle est souveraine, en la faisant arbitrairement obéir,) si on lui disait: „ voulez-vous conserver vos conquêtes, „ quoiqu'en jurant votre constitution, vous ayiez re„ noncé à devenir conquérante: vous allez incorporer „ dans votre sein des peuples qui abhorrent cette ré„ union, que vous serez souvent forcée de traiter, non „ en frères, mais en esclaves, et vous serez exposée, „ par rapport à cette injuſtice, à continuer la guerre, „ ou à en soutenir une générale." — La nation répondrait unanimement, nous voulons la justice, nos anciennes limites et la paix.

Le plus grand des dangers de la France, celui qui amènera nécessairement une révolution déciſive, on ne prévoit pas encore en quel sens, c'est le dé-

sordre irrémédiable des finances. Ce désordre tient à la forme démocratique de l'adminiſtration dans toutes les parties de l'économie publique. La confusion des pouvoirs, la multiplicité des employés de tous les états, le défaut de payement, l'impunité qui en résulte, la nécessité de tout faire passer par les traitans, les anticipations, tous les anciens vices de la Finance se sont grossis et multipliés par l'ineptie des Législateurs.

Les Impositions, d'après l'aveu des financiers de la république, ne peuvent monter au plus qu'à six-cent-seize millions. On vient de rétablir la taxe immorale des Loteries; on a déjà osé proposer de rétablir la Gabelle; on a tenté de renouveller la Ferme du Tabac. On tirera peut-être, pendant quelque tems, quelque petits tributs de quelques peuples faibles de l Europe: cette source tarira bien vîte, et deviendra amère.

Hé bien, qu'on fasse monter la totalité des perceptions à huit, même à neuf-cent-millions, il manquera toujours plus de deux-cent-millions, en tems de paix et sans dépenses extraordinaires, pour égaliser la Recette avec la Dépense. Mais il faut en outre observer que l'immensité des arrérages dus par le peuple, qui montaient, à la fin de 1797, à treize-cent-millions, prouve que les impositions sont assez mal payées. Il faut encore observer que plus d'un tiers de ces impositions n'arrive pas au trésor national, mais reste dans les départements pour faire face aux dépenses dé-

l

partementales, municipales etc.; car ce sont autant d'états dans l'état. Pour les finances la république est fédérative.

Comment remplir ce déficit? Que deviendra-t-il, si, par la mauvaise politique, ou par l'ambition irréfléchie de son Directoire, la France se trouve engagée dans une guerre générale?

Le gouvernement avoue que les préparatifs de la descente en Angleterre forment déjà une dépense extraordinaire de deux-cent-millions. En 1779, un simulacre de pareille descente, qui n'employa que trois mois et trente mille hommes, coûta quatre-vingt-millions d'extraordinaire. Celui-ci est plus que triple pour le tems, pour le nombre d'hommes et de vaisseaux. Ainsi le gouvernement se trompe s'il n'a pas voulu dire deux-cent-millions par mois.

Si l'entreprise reussit, l'Angleterre remboursera ces fraix et en outre un très-gros numéraire en sortira pour entrer en France; mais le Directoire n'en sera pas plus à son aise, le gaspillage sera plus considérable, mais l'économie et la balance des finances ne se rétabliront jamais. Plusieurs particuliers deviendront trop riches, l'état restera pauvre. Les Français seront jetés par ce succès dans un cours de conquêtes et de guerres nouvelles, où ils finiront par trouver leur ruine.

Si, au contraire, cette entreprise ne réussit pas, soit qu'elle soit empêchée par la rupture du Congrès de Rastadt et suivie d'une guerre générale; soit par la

jonction à l'Angleterre des Puissances du nord et de l'Amérique, vexées outrageusement par le corsairage et le décret très-impolitique du gouvernement Français contre la libre navigation des vaisseaux neutres, et d'ailleurs très-intéressés à ce que l'Angleterre ne perde, ni sa constitution, ni sa puissance navale, et sur-tout que les Français ne deviennent pas les dominateurs des mers ; soit enfin que les Anglais la fassent échouer : alors la France sera perdue, ruinée, et le Directoire et les Conseils, ses acolytes, éprouveront aussitôt la vengeance nationale.

La France n'est donc point à l'abri des calamités qu'elle accumule, très-injustement et même très-impolitiquement, sur le reste de l'Europe, ni de celles, encore plus grandes, dont elle la menace. Sa conduite impérieuse et incendiaire indigne et effraye toutes les nations ; elle se la reprocherait elle même un jour, quand même elle ne devrait pas en être la victime. Elle-même est exposée à beaucoup de dangers, dont elle ne peut se délivrer que par beaucoup de sagesse et de modération. Elle a, sur le reste de l'Europe, l'avantage d'être seule maîtresse de son sort. Le bon sens lui dit de changer de conduite et de donner la paix à l'univers, pour sa propre sûreté.

Mais ce n'est point la terreur qu'il faut chercher a émouvoir chez le Peuple Français. C'est sa générosité, sa grandeur, c'est cette même exaltation, qui l'a élevé au dessus de tous les peuples de l'Europe, que l'on invoque.

Voici les conditions qui sont imposées à la nation Française par sa gloire, par la justice universelle, par sa propre constitution.

1°. Qu'elle bride l'inquiétude Cisalpine, et qu'elle rende à l'amiable la tranquillité au reste de l'Italie.

2°. Quelle rende à la Ligue Suisse l'Evêché de Bâle, qu'elle n'a aucun droit de garder, et son libre arbitre ; qu'elle accorde simplement ses bons offices à la république *Lémanique*, puis qu'elle a suscité et favorisé son insurrection ; qu'elle retire son projet de constitution Trans-Jurane et ses trente-mille hommes, puisque trente-mille hommes suffisent pour soumettre les Suisses !

3°. Qu'elle se relâche de la limite du Rhin, en la reculant sur la Meuse, et que sur cette base modérée elle conclue la paix avec l'Empire, et qu'elle s'engage à ne pas se mêler de la discussion que pourra produire la paix de Campo-Formio, et l'envahissement par l'Empereur de l'Archevêché de Saltzbourg et d'une partie de la Bavière.

4°. Qu'elle accorde au Portugal le même traité de paix modéré qu'elle a conclu avec la Cour de Naples, c'est-à-dire une neutralité parfaite.

5°. Qu'elle retire son décret tyrannique contre la navigation libre des vaisseaux neutres, tout aussi nuisible à son propre commerce qu'au commerce d'Angleterre, et qui offense si cruellement les Puissances neutres.

6°. Qu'elle annonce à toute l'Europe un armistice, sur terre et sur mer, sans terme, jusqu'à parfaite

conclusion d'un traité définitif entre elle, l'Espagne et la Hollande d'un côté, et l'Angleterre de l'autre.

7°. Qu'elle exige et accepte la médiation des Puissances maritimes pour la convention des restitutions mutuelles et indemnités entr'elle, l'Espagne et la Hollande d'un côté, et l'Angleterre de l'autre, et pour la conclusion d'une paix définitive et *Universelle*.

Certainement aucun peuple de l'Europe, ni présent, ni à venir, dans la position triomphante où se trouve la nation Française, ne pourra imaginer que la peur, ou la faiblesse, l'ont porté à cette juste modération. On sera persuadé, au contraire, que fidèle à ses principes constitutionnelles et à ses serments, elle veut donner aux autres peuples l'exemple de la générosité et de la justice. Tout le monde admirera cette nation extraordinaire ; elle gagnera l'amour universel ; elle effacera toutes ses erreurs ; elle fera taire tous ses ennemis ; elle assurera sa liberté et sa constitution, et elle fondera son bonheur sur celui de l'univers. Après avoir vaincu toute l'Europe, il ne reste plus aux Français qu'à se vaincre eux-mêmes. S'ils ne le font pas, ils ressembleront à tous les peuples ; s'ils en viennent à bout, ils seront une nation incomparable.

Mais le Directoire objectera que la France a fait de grandes dépenses, qu'elle est sans argent, qu'elle a besoin d'être indemnisée.

Un voleur fut arrêté : le juge lui demande pourquoi il volait ; il répondit, qu'il avait dissipé une très-

grande fortune, qu'il ne pouvait plus vivre sans voler. — Il fut pendu.

Cet apologue est pour le Directoire, et pour lui seul. La nation Française a été châtiée de ses fautes par ses fautes-mêmes. Elle est noble, grande et susceptible de toutes les vertus. A bien des égards, elle mérite d'être heureuse, et elle le sera. Elle-même fera son sort, punira les coupables qui l'ont égarée, se donnera une constitution sage, des loix justes, un gouvernement solide ; alors elle jouira de la tranquillité, dont son agitation a privé l'univers.

CONCLUSION.

Ce tableau spéculatif présente un apperçu rapide de la situation politique des quinze peuples, que leurs relations, leurs intérêts, leurs mœurs, leurs rapports commerciaux, constituent en une espèce de corps politique, que Voltaire a nommé la grande *république Européenne*. Un seul des membres de cette association réunit contre lui, à cette époque décisive, les vœux et les intérêts de quatorze autres, qu'il effraye par son ambition, son avarice, et sur-tout par sa frénésie désorganisatrice. Malheureusement, il n'existe aucun tribunal pour juger et punir les cri-

mes des nations. La guerre, l'horrible guerre, est l'unique recours des peuples opprimés ; et ce n'est qu'en opprimant à leur tour, que les peuples peuvent arrêter les progrès militaires et révolutionnaires du peuple conquérant. On ne peut réellement pas réfléchir sur la crise politique présente, sans faire nécessairement, par philantropie, des vœux contre l'humanité.

La guerre, que la majorité de l'Europe coalisée a faite à la France au commencement de la Révolution, était injuste, impolitique et imprudente. Si les armes des Coalisés avaient réussi à faire remonter sur son trône l'infortuné Louis XVI, c'est lui qui aurait été puni par ses alliés de la rebellion de ses sujets, puisqu'on avait déjà décidé le partage de ses frontières. Dans cette affreuse guerre, tout à été mal calculé, même l'intérêt particulier de chaque puissance. La philosophie, la justice et l'humanité ont fait alors des vœux pour la nation française ; si elle eût succombé, la liberté eût été bannie de la surface du globe ; le despotisme n'eût pas même laissé exister celle de la pensée.

Mais les victoires des Français ont amené un autre excès, peut-être encore plus funeste, auquel il faut nécessairement opposer une digue très-forte, pour ramener l'existence de la modération, la seule base solide de l'existence sociale. La liberté de penser est devenue une frénésie, qui a dénaturé tous les principes. Usages, mœurs, loix civiles, obligations mo-

rales, la religion, la Divinité-même, tout a été confondu par les novateurs, avec les préjugés et les abus, qui mettaient entre les hommes une distance, condamnée par la raison et par la nature. Les Français ont tout renversé : alors les passions n'ont plus eu de frein et leurs excès ont acquis plus de force par leurs victoires. La vengeance, l'ambition, l'avarice, l'immoralité, ont suivi et souillé par tout leurs triomphes.

La liberté est le premier bien de la nature, l'égalité est le second. La société modifie ces droits innés, elle les gradue sur une échelle politique, elle les appuye et les réprime par les loix. Le peuple forme le corps social ; il fait, ou fait faire, ses loix ; il est souverain ; mais comme tous ne peuvent pas exercer la souveraineté sur tous, les corps social, la délègue, et c'est ainsi que se forment toutes les institutions politiques, depuis le despotisme jusqu'à la démocratie. Les deux extrêmes de l'ordre social sont également vicieux. Dans le premier, le peuple est trop peu ; dans le second, il est trop.

C'est le pouvoir qui corrompt les hommes ; plus le pouvoir est multiplié, plus il y a d'hommes corrompus. Le despotisme ne présente qu'un tyran ; la démocratie en préfente un million. Un homme meurt, le peuple ne meurt pas. Un despote se repose, dort, a de bons intervalles, se repent, se corrige. Rien de tout cela ne peut arriver aux démagogues, parce qu'ils changent, et se remplacent trop

souvent. L'agitation, qui les a poussées aux premières places, les y assiège, et les en chasse en peu de tems.

La démocratie est-elle le régime de la liberté et de l'égalité ? Non : car elle élève et abaisse trop promptement et trop de gens pour pouvoir conserver un niveau social. Tous les Français conviennent qu'ils sont moins libres qu'ils n'étaient sous la monarchie ; tous conviennent que leur gouvernement lui-même n'est pas libre ; tous sont persuadés qu'il ne peut pas durer.

Ce sont précisément ces trois opinions passives qui font durer la démocratie, parcequ'elle leur oppose une tyrannie active. Il faut, ou une volonté bien decidée, ou une grande catastrophe, pour changer cet état d'anarchie ; car c'est ainsi qu'on peut appeller le gouvernement de la multitude. Si une volonté très-décidée n'amène pas un grande acte national, la catastrophe arrivera ; il vaut mieux que ce soit du dedans que du dehors.

La révolution française n'est pas encore finie ; elle ne peut pas l'être tant que le régime démocratique lui imprimera son propre caractère de violence, de fluctuation, de versatilité. Elle sera finie, quand la nation sera bien convaincue, par sa funeste expérience, que l'usage de la souveraineté est impraticable, ou pernicieux pour le peuple ; que sa délégation doit être constitutionnelle, sacrée, irrévocable, tant que le Délégué, ou le pouvoir-exécutif, suit les loix cons-

titutionnelles, et les fait suivre; que la phrase, *l'insurrection est le plus saint des devoirs*, est une maxime abominable, atroce, qui amène et excuse les crimes; qu'une représentation nationale doit être toujours auprès du pouvoir-exécutif, pour veiller sur le maintien de la constitution, sur la guerre et la paix, sur les impositions, les perceptions et les dépenses, mais particulièrement sur l'exécution des loix civiles, sur la sûreté personnelle et propriétaire, et surtout sur la morale publique; mais qu'elle ne doit, ni contrarier, ni usurper le pouvoir qui gouverne, ni faire continuellement des loix que leur multiplicité rend méprisables.

C'est tout confondre que de charger le corps-représentatif de la confection des loix. Il est nécessaire de séparer la faculté législative de la représentation nationale. Les meilleures loix ont été faites par un seul législateur, ou par un petit nombre de sages. C'est au Pouvoir-Exécutif, d'après son expérience, à indiquer la nécessité d'une loi; c'est au Corps-représentatif à débattre l'utilité ou les dangers d'une nouvelle loi; c'est à un Corps-législatif, très-peu nombreux, à composer la loi; c'est ensuite au Corps-représentatif à la faire sanctionner par la nation réunie dans ses assemblées-primaires. Il en est de même de la révision périodique et des réformes à faire à l'acte constitutionnel et aux anciens décrets.

Il est prouvé qu'un peuple peut exister longtems et même avec gloire, aisance et prospérité sans

constitution, avec simplement un gouvernement. Il vaudrait même mieux vivre sans constitution que sans gouvernement.

Mais lorsqu'à la suite d'une révolution, une grande nation renouvelle son contract social, elle se donne d'abord une constitution, et par cette constitution, un gouvernement. Quelle que soit sa dénomination, il doit être ferme, actif et respecté. Une constitution sage, sanctionnée par le peuple, est son appui ; les loix sont sa force, le Corps-représentatif est son gardien.

Les Français n'ont qu'un pas à faire pour arriver à ce point de perfection, autant qu'on peut espérer y atteindre dans les institutions humaines. Il ne faut qu'une sage réforme dans leur constitution de 1795 ; elle doit être faite lentement, peu à peu, par un corps-législatif peu nombreux et bien choisi, et surtout dans le calme.

C'est le gouvernement, ou Pouvoir-Executif, qu'ils doivent établir le plutôt possible, investi d'une grande autorité, soumis aux loix, et supérieur à tout le reste. Il le faut à long terme ; il le faut revêtu de majesté et d'éclat. Tant que le Pouvoir-Exécutif sera tiré du Corps-représentatif, et n'aura pas par lui-même un caractère de supériorité, il manquera de dignité et de force ; tant qu'il sera électif, il sera trop au niveau de ceux qu'il doit commander, trop changeant, trop facile à renverser ; enfin, tant qu'il sera divisé sur plusieurs têtes ; vice qu'on n'avait pas

prévu dans la constitution, et qui a été sur le point de causer la guerre civile, la désunion finira par la tyrannie du plus habile, ou du plus audacieux.

La France reconnaîtra que la monarchie constitutionnelle est de tous les gouvernements celui qui rallie le plus la nature à la raison. C'est la plus ancienne, la plus simple, la plus sage, et enfin la plus libre des institutions, pour une nation populeuse, industrieuse et riche. Malheur au Prince, qui s'offenserait de l'offre d'une telle monarchie ! Malheur au peuple, qui préfèrerait à ce gouvernement une démocratie anarchique ! Les Français se font à eux-mêmes tous ces raisonnements. Ils en feront l'application, et ils rétabliront, de leur propre mouvement, sur une base solide, la monarchie constitutionnelle, qui sera l'unique ressource pour sortir du cahos dont ils sont dégoûtés.

Leur exemple sera utile aux autres peuples et aux Souverains, parce que, de part et d'autre, l'expérience produira un rapprochement entre le droit et le pouvoir, entre les préjugés nécessaires et la sagesse prudente. Les peuples et les princes, pour leur propre bonheur, doivent opposer une forte digue à la démocratie désorganisatrice que les armées françaises font marcher devant elles.

Qu'ils voyent les Bataves ruinés par la fausse liberté, dont la France leur a fait présent pour cent millions de Florins et pour leurs places-fortes les plus importantes ; l'Italie, dépouillée de ses richesses irré-

parables, et déchirée par l'anarchie et la guerre civile ; la Suisse désorganisée et chargée de contributions ; les malheureux habitans de la rive gauche du Rhin arrosant de leurs larmes les rubans tricolores qui les enchaînent à un peuple qu'ils détestent, et qui les arrachent à leur patrie, à leurs usages, à leurs mœurs, à leur religion, à leurs principes. Voilà les frui s de de l'agitation démocratique ; voilà les excès où elle entraîne une nation jadis généreuse !

C'est un mur d'airain qu'il faut opposer à ce torrent. C'est avec les armes qu'il faut repousser la honte et les malheurs dont les Français menacent l'Europe. Si la paix se fait à Rastadt d'après les bases si impérieusement dictées par le Directoire Français, l'Europe est perdue. Il faut donc que toutes les nations de l'Europe se coalisent de nouveau, non pas pour conquérir, mais pour forcer la France à se remettre dans ses principes constitutionnels.

Cette coalition doit être composée des peuples qui sont encore libres contre celui qui les persécute et les menace tous. L'Espagne, l'Italie, la Hollande et la Suisse sont enchaînées à leur vainqueur. La Turquie est nulle. Il faut opposer à la France une ligue offensive et défensive entre la Prusse, l'Autriche, l'Empire, la Russie, la Suède, le Dannemark, et l'Amérique, y faire accéder, si l'on peut, le Roi de Naples, la Suisse et la Turquie.

Il faut que cette ligue annulle tout ce qui a été

traité à Rastadt ; qu'elle s'oppose absolument à la descente en Angleterre, par une interposition précise, ou par la guerre, si cela est nécessaire ; qu'elle impose aux Puissances belligérantes un armistice rigoureux, et y force par ces armes celle qui s'y refusera.

Il faut alors que le Congrès de Rastadt cesse d'être un conventicule méprisable, où les membres du Corps-Germanique sont prêts à signer l'opprobre national et la destruction de l'Empire ; qu'il soit transporté dans une ville plus à l'abri des insultes des Français ; qu'il devienne le Congrès de l'univers entier ; qu'on y débatte avec franchise et bonne foi les intérêts des quinze peuples présentés dans ce tableau spéculatif ; qu'on y assure leur existence politique sur des bases justes et fermes, et qu'il en résulte la paix universelle.

Quant au peuple français, il est en ce moment maître absolu de son sort et de celui de l'univers. Il peut se couvrir de la gloire la plus noble, et mériter la reconnaissance et l'admiration de tous les peuples. Il peut aussi combler les malheurs de l'univers, et entraîner sa propre ruine, en s'obstinant à conquérir, ou révolutionner. De son choix dépend la destinée du monde entier.

FIN.